

Le Monde

64 228 1831

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12989 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE 1988

Violents affrontements sur un campus à Séoul

La répression s'aggrave en Corée du Sud

La fin de l'ouverture

Les affrontements violents dont l'université de Konkuk, à Séoul, vient d'être le théâtre, risquent fort de sonner le glas des efforts, timides il est vrai, du président Chun Doo-hwan en faveur d'une libéralisation du régime sud-coréen.

Il serait dangereux, en effet, que le fermeté affichée ce vendredi 31 octobre par les autorités mette un terme à l'agitation qui affecte un nombre croissant d'universités.

Pour calmer le jeu, le président Chun a promis de quitter son poste en 1988. Mais, pour la première fois dans l'histoire du pays, un changement de pouvoir se ferait dans l'ordre.

Mais les derniers affrontements jettent un sérieux doute sur l'éventualité d'une telle évolution. D'autant que même l'opposition modérée ou régime s'interroge sur les intentions réelles du président.

L'opposition parlementaire - principalement de ses quarantaines membres - s'est réunie, pour sa part, afin de débiter sur ce projet de Constitution qui paraît loin de susciter l'intérêt du grand public.

Pour les Etats-Unis, Séoul fait de nouveau figure de protégé difficile, surtout au moment où Pyongyang opère un rapprochement avec Moscou.

Alors que la Corée du Sud s'apprête à accueillir en 1988 les Jeux olympiques, ses dirigeants seraient sûrement conduits à envisager un nouveau durcissement politique.

La baisse du taux d'escompte japonais

Tokyo donne un coup de pouce aux économies occidentales

En baissant, le vendredi 31 octobre son taux d'escompte, Tokyo donne un coup de pouce aux économies occidentales. Cette baisse d'un demi point ramène le loyer de l'argent à 3 %, son plus bas niveau depuis la seconde guerre mondiale.

Le Japon a soigneusement choisi son heure. Voilà des semaines que Tokyo était, comme Boin, l'objet de pressions américaines en faveur d'une baisse des taux d'intérêt et résistait. A 3,5 %, le taux d'escompte nippon n'était-il pas l'un des plus bas au monde ?

Sur le plan interne, cette décision constitue un signal encourageant pour les petites et moyennes entreprises, rendues très vulnérables à l'exportation par la flambée du yen.

Un geste de bonne volonté sans danger : l'aménagement du déficit commercial américain a renforcé le mouvement à la hausse du dollar et pourrait permettre à la Réserve fédérale de réduire à son tour le taux de l'escompte.

La nouvelle variable introduite par Tokyo dans le jeu monétaire international entrainera-t-elle la déescalade généralisée du loyer de l'argent attendu, avec impatience par nombre de pays industriels, comme la France ou la Grande-Bretagne ?

(Lire, page 30, l'article de FRANÇOISE CROUIGNEAU.)

Trois ans après le rétablissement de la démocratie

L'Argentine convalescente

Le gouvernement argentin a renouvelé, le jeudi 30 octobre, sa condamnation de la décision prise par Londres de réglementer le droit de pêche autour des Malouines.

Buenos-Aires, octobre 1988. Dans l'énorme métropole de plus de dix millions d'habitants couvrant le long d'avenues qui ne se rencontrent jamais, jusqu'au rio de la Plata, c'est le printemps. J'y reviens pour la première fois depuis le départ des militaires et le retour à la démocratie.

par Marek Halfter

« longue maladie », tiennent à faire savoir qu'ils l'ont échappé belle », m'explique le metteur en scène Cecilio Madanes, directeur du Théâtre Colon.

L'aéroport international d'Ezeiza me paraît cette fois plus grand, plus animé. « Français ? », me demande un douanier, grand garçon blond.

Les huit années du régime militaire, avec ses dizaines de milliers de morts, de torturés, de déportés, et surtout avec ses milliers de disparus, ont profondément affecté la société argentine.

« Les Argentins sont de ces convalescents qui, au sortir d'une

Expliquer

PERSONNE écrit le Wall Street Journal, ne prête plus attention à ce que les ministres français disent quant à ce qui se passe ou ne se passe pas dans la coulisse. Le propos est cruel, même s'il s'applique aussi bien à ceux d'Israël qu'à ceux d'aujourd'hui.

Changement de cap en Inde ?

Une violente diatribe de M. Gandhi contre quarante ans de gestion socialiste.

Les élections en Tunisie

Toutes les formations d'opposition se sont retirées de la compétition.

Le budget de l'agriculture

Un vent de jacquerie venu de l'Ouest a soufflé sur l'Assemblée nationale.

La CNCL au complet

La Commission nationale de la communication et des libertés a choisi ses trois derniers membres : MM. Pierre Sabbagh, Jean-Pierre Bouyssou, ancien président du groupe Thomson-Brandt, et Roger Bouzinac, directeur général de la Fédération nationale de la presse française.

Cartier advertisement featuring jewelry items like a watch and rings, with the text 'BIJOUX SÉVÈREMENT TAGUE COLLIER, BOUCLES D'OREILLE OR 18 CT5 ET ARGENT NOIR'.

Le congrès mondial sur la fertilité et la stérilité

Vaccins à l'essai contre la grossesse

Huit mois après que l'Organisation mondiale de la santé ait annoncé qu'un vaccin synthétique contraceptif allait être expérimenté sur trente femmes au Flanders Medical Center d'Adélaïde (Australie) le 27 février 1986, le docteur G. P. Talwar, directeur du National Institute of Immunology de New-Delhi, a déclaré au cours du deuxième congrès mondial sur la fertilité et la stérilité, qui a lieu actuellement à Singapour, qu'il expérimentait lui aussi, depuis le mois de septembre dernier, un vaccin « contre la grossesse ».

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Afrique

TUNISIE : les élections du 2 novembre

Toutes les formations d'opposition se sont retirées de la compétition

TUNIS de nos envoyés spéciaux

A trois jours des élections législatives du dimanche 2 novembre, le Parti de l'unité populaire (PUP), dernière formation de l'opposition à présenter des candidats...

Cette défection, venant après celles du Parti communiste et du Rassemblement socialiste progressiste (le Monde de 24 octobre)...

vincent, dans des meetings présidés par des enfants du pays devenus des dignitaires du régime...

Le « grand malentendu » de 1981

L'opposition nie, par avance, que le scrutin ait une quelconque signification. La façon dont il a été organisé confirme, selon elle, que le pouvoir se refuse plus que jamais au dialogue...

Le premier ministre, M. Rachid Stary, s'insurge contre ces accusations. L'opposition se débite, nous a-t-il déclaré...

« On ne nous parle plus des élections de 1981, s'est exclamé M. Stary, ce fut un très grand malentendu, dans une euphorie artificielle... »

Faisant manifestement allusion à son prédécesseur, M. Mzali, et au précédent ministre de l'intérieur, M. Guiga, le premier ministre dénonce les intrigues de ceux qui avaient proposé à certains opposants de « partager le gâteau »...

MICHEL DELBÈRE et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) Le ministre de l'intérieur a démenti les accusations du PC selon lesquelles les autorités auraient attendu la dernière minute pour recevoir les candidatures de l'opposition...

MAROC : le quotidien communiste et bayane suspendu des perceptions - Le gouvernement marocain a suspendu pour une durée indéterminée la parution du quotidien communiste El Bayane...

ALGÉRIE : un sondage à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection

Gavroche l'emporte sur 't'it Omar

ALGER de notre correspondant

Le 1^{er} novembre, date du début de l'insurrection algérienne (en 1954), est célébré sous les auspices de la célébration de l'anniversaire de l'insurrection algérienne...

L'hebdomadaire Algérie actualité publié jeudi 30 octobre y consacra huit pages avec un sondage révélateur effectué auprès de cinq cent quarante jeunes de seize à vingt ans.

Il en ressort qu'ils connaissent plus Gavroche que 't'it Omar, un enfant d'une dizaine d'années héros de la bataille d'Alger avec Ali-la-Pointe...

A la question : « Où se sont déroulées les négociations qui ont abouti à l'indépendance de l'Algérie ? », seulement 28 % répondent Evian; 45 % déclarent ne pas savoir...

Des noms encore tabous. Tous ces chiffres « devraient faire réfléchir sur ce qui sera notre mémoire collective dans deux à trois décennies »...

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

TCHAD : selon le porte-parole de l'ancien chef de l'Etat Les partisans de M. Goukouni Oueddei ont capturé une compagnie de l'armée libyenne

Les partisans de M. Goukouni Oueddei, actuellement en résidence surveillée à Tripoli, ont capturé une compagnie de l'armée libyenne dans la région de Zouar (nord-ouest de Tchad)...

Le colonel M. Achelikh Ibn Omar, chef du CDR, et ses hommes fort des Libyens, recrutés aussi au Bénin, ont trouvé d'ailleurs leur camp d'entraînement de la région libyenne...

« Les conditions de détention de la centaine de militaires libyens détenus entre nos mains, a-t-il déclaré à l'AFP, seront liées au sort réservé à la communauté tchadienne en Libye... »

Le président tchadien, pour sa part, paraît de plus en plus tenu par la responsabilité du nord du pays, a-t-il déclaré jeudi dans un entretien à Antenne 2...

« Cette chasse aux Tchadiens ne se limite pas au territoire libyen, puisque le colonel Massoud, qui accom-

pagne ou surveille M. Achelikh Ibn Omar, chef du CDR, et ses hommes fort des Libyens, recrutés aussi au Bénin, ont trouvé d'ailleurs leur camp d'entraînement de la région libyenne...

SOUDAN

Khartoum a demandé le rappel du responsable du Fonds pour les secours au Sud

Les Nations unies ont opposé, jeudi, un très sec « pas de commentaire » aux informations en provenance de Khartoum annonçant que le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Soudan, M. Winston Prattley, avait été déclaré persona non grata...

L'Office de l'ONU pour les opérations d'urgence en Afrique (OEOA) disparaît, ce vendredi 31 octobre, après avoir pendant près de deux ans coordonné les efforts entrepris dans le monde entier pour aider le continent africain à lutter contre la famine qui l'avait frappé de plein fouet en 1985...

Le porte-parole de l'ONU, M. François Ghislin, s'est refusé à répondre à toute question concernant cette affaire...

« CENTRAFIQUE : l'instruction de procès Bokassa a commencé. - L'instruction du procès de Jean-Bédel Bokassa, au secret depuis son retour il y a huit jours en Centrafrique, a déjà commencé à Bangui...

Dans les milieux informés de l'ONU, on indique que les rapports entre le gouvernement soudanais et les responsables de l'ONU et de ses agences spécialisées au Soudan, étaient déjà très tendus depuis un certain temps...

« RECTIFICATION. - Contrairement à ce qui a été indiqué par le fils de M. Bokassa (le Monde du 29 octobre), le bâtonnier Pélissier n'a pas accepté d'assurer la défense de l'ex-empereur. »

Les responsables de l'ONU avaient exploré les moyens de fournir des vivres aux populations, qu'elles soient sous le contrôle de Khartoum ou de l'ALPS...

« RECTIFICATION. - Contrairement à ce qui a été indiqué par le fils de M. Bokassa (le Monde du 29 octobre), le bâtonnier Pélissier n'a pas accepté d'assurer la défense de l'ex-empereur. »

Europe

AUTRICHE

L'été 42 de M. Kurt Waldheim

Le porte-parole de la présidence autrichienne, M. Gerold Christian, a démenti les informations publiées le 30 octobre par le Washington Post, selon lesquelles les services secrets soviétiques et yougoslaves auraient essayé de recruter M. Kurt Waldheim en 1947...

comme l'un des officiers de l'état-major du général nazi Von Stroop accomplissant par celui-ci à une destination de l'Etat fantoche et nazi de Croasie « pour sa bravoure contre les insurgés au printemps et pendant l'été 1942 »...

GRÈCE

Le remaniement du gouvernement ne laisse pas présager un changement de la politique économique

ATHÈNES correspondance

M. Papandreu, premier ministre grec, vient de former son troisième gouvernement depuis son accession au pouvoir en octobre 1981...

son ministre et dans les nombreux sociétés publiques sous sa tutelle. Le ministre de l'Industrie, M. Matsimas, est également remplacé ainsi que celui du commerce, M. Katsifaras...

En ce qui concerne les nouveaux membres du gouvernement, la promotion la plus remarquable est celle de M. Sarantidis, qui devient ministre du commerce...

Quant au danger des influences dans la nouvelle équipe, on peut noter l'alignement de presque toutes les personnalités qui étaient considérées comme proches de la santé, et figure historique du Pasok, en particulier de son « aïe gauche »...

THÉODORE MARANGOS.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

Démission du gouvernement régional de Galice

Madrid. - Le gouvernement régional de Galice a remis sa démission, jeudi 30 octobre. Il n'avait pu obtenir la démission de son président, M. Gerardo Fernandez Albor...

M. Fraga a lancé un appel à l'unité à son parti, afin de surmonter la

crise. L'Alliance populaire a connu de nombreuses défections après sa défaite aux législatives de juin. - (Reuters.)

« TCHÉCOSLOVAQUIE : Pavel Wozna, accusé d'activités subversives » - M. Pavel Wozna, qui s'était présenté comme candidat indépendant à des élections générales de mai, a été accusé d'activités subversives et a été incarcéré...

Iran

Un groupe radical dénonce les négociations avec la France

Un groupe radical iranien, les « Etudiants dans la ligne de l'Imam », responsables de la prise d'otages à Téhéran le 4 novembre 1979, Khoei de l'Institut Mohseni Mousavi Khomeini, aujourd'hui procureur général de la révolution, et à l'époque chef de ce groupe d'étudiants, a défendu une ligne dure réclamant notamment la poursuite de la guerre avec l'Irak...

Le mouvement a lancé cette mise en garde à l'occasion d'un appel à une manifestation pour l'anniversaire de la prise des otages américains à Téhéran le 4 novembre 1979. Khoei de l'Institut Mohseni Mousavi Khomeini, aujourd'hui procureur général de la révolution, et à l'époque chef de ce groupe d'étudiants, a défendu une ligne dure réclamant notamment la poursuite de la guerre avec l'Irak et la rupture avec l'Occident...

Le « bureau pour l'unité des associations islamiques des étudiants » accuse les négociateurs iraniens de priver le gouvernement iranien de la France comme un pays neutre et ami, et répond aux désirs de l'imperialisme américain...

Les négociations entamées depuis plusieurs mois entre Paris et Téhéran ont suscité de nombreuses polémiques en Iran, des courants plus modérés estimant notamment que le Parlement islamique avait connaissance de son progrès et donné son feu vert avant tout accord.

Proch

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

14 Octobre

سكان العرب

Proche-Orient

La lutte contre le terrorisme

En visite à Paris

Le patriarche maronite estime qu'« il faut repenser » le statut de la FINUL

Mgr Nasrallah Sfeir, le patriarche maronite, a estimé, jeudi 30 octobre, à Paris que « les coups portés à la France - au Liban ou sur le territoire français - sont des coups portés à la cause du Liban lui-même ».

« La France n'a pas cédé et ne cédera pas au renoncement et à l'indifférence. Elle fait et fera entendre sa voix pour affirmer la nécessité de sauvegarder l'unité, l'intégrité, la souveraineté et l'indépendance du Liban ».

Pas d'escorte militaire dans le Golfe pour les pétroliers français

Les navires français, et notamment les pétroliers, navigant dans le Golfe ne seront pas escortés par la marine nationale, a indiqué le 30 octobre M. Ambroise Guélec, secrétaire d'Etat à la mer.

Après l'attaque d'un pétrolier français, le Bricote, début septembre, par les forces armées iraniennes (il avait été touché par un missile lancé à partir d'un hélicoptère), les capitaines de navires français avaient demandé à bénéficier d'une protection militaire.

ISRAËL

Vives polémiques autour d'un projet de rencontre avec des membres de l'OLP en Roumanie

JÉRUSALEM de notre correspondant

Il s'agit d'un premier test pour l'amendement à la loi qui interdit toute rencontre entre Israéliens et dirigeants de l'OLP. Cet amendement avait été adopté en août dernier.

Aucun parti politique israélien en tant que tel n'y souscrit, mais, en plus d'écrivains et d'universitaires, plusieurs personnalités appartenant à des formations de gauche participent à la délégation : le Mapam, le parti communiste Rabbah et le Mouvement progressiste pour la paix.

« Les Cahiers de l'Orient » : ouverture et tolérance

Dans la première livraison des Cahiers de l'Orient, les animateurs de cette « revue d'étude et de réflexion sur le Liban et le monde arabe », réalisée en France par des Libanais, se proposent d'offrir au lecteur « une analyse sérieuse et serine des sociétés du Proche-Orient aux plans économique, politique, social et culturel ».

vient de paraître, aborde plutôt les problèmes d'actualité qui intéressent aussi bien les Français que les Arabes. A signaler en particulier une remarquable réflexion sur l'avenir de la guerre Iran-Irak de Charles Tapp, de l'Institut des hautes études internationales de Genève ; une tentative de définition de l'état terroriste du chercheur britannique Allan Doves, et une étude détaillée de l'endettement comparé des pays du monde arabe, rédigée par Yves Gazzo, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Porte-parole du premier ministre

M. Baudouin évoque la « coopération », le « concours » les « informations » apportés à la France par « certains pays arabes »

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré, le jeudi 30 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire : « La France a connu, il y a quelques semaines, une vague terroriste extrêmement brutale, forte, inquiétante. Comme cela est prévu par la Constitution, c'est le gouvernement qui est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité physique et des biens des Français ».

« Nous n'avons aucun contact, aucune négociation avec les terroristes. Pour autant, bien entendu, nous ne sommes pas restés inactifs. C'est notre devoir. Le gouvernement a utilisé toutes les possibilités que la coopération internationale pouvait lui offrir. Pour ce faire, nous avons passé à de nombreux Etats des messages rappelant notre politique, notre volonté, notre détermination ».

« Nous pouvons dire, aujourd'hui, que la plupart des pays ont parfaitement compris ces messages. Nous n'avons pas demandé, d'ailleurs, de message en retour, mais nous avons indiqué quelles seraient les conditions s'il y avait réception de messages que nous faisons passer ».

M. Baudouin a précisé que des contacts de gouvernement à gouvernement ont eu lieu « avec des pays occidentaux, des pays européens, les Etats-Unis et, aussi, avec des pays arabes ». « Certains de ces pays - certains tout de suite, certains un peu plus tard - nous ont apporté une coopération, un concours ou des informations qui sont, bien entendu, très précieuses dans ce genre d'affaires ».

« On cherche à créer une certaine confusion entre les demandes d'industriels de l'armement et les décisions du gouvernement français. Il n'y a pas de nouveaux contrats de vente d'armes avec la Syrie, ni en cours, ni signés, ni envisagés. Les derniers contrats existants ont été conclus sur la base d'autorisations données par le gouvernement précédent, en juillet 1984. Depuis le 16 mars, il n'y a pas eu de livraison d'armes à la Syrie. Si une proposition est faite, au sein des Douanes, tendant à la suspension des ventes d'armes à la Syrie, la France est prête à l'accepter. Elle l'a déjà fait à la réunion de Luxembourg ».

Le porte-parole du premier ministre a précisé que, depuis l'installation du gouvernement en mars dernier, « les exportations de matériels vis-à-vis de la Syrie ont été très limitées et ne concernent que des matériels strictement défensifs ». Il a cité en exemples « un système d'aide au commandement composé de matériels civils, des terminaux THS 150, des toiles de blindage, des études d'amélioration de la protection de certains véhicules, la fourniture d'un système d'informatic ».

Les contacts et les négociations « ne nous engagent pas », affirme le CSPPA

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) affirme dans un communiqué parvenu jeudi 30 octobre à une agence de presse occidentale à Beyrouth que « le clan Abdallah ne représente nullement le CSPPA, mais seulement la famille d'un des militants. Tout contact ou toute négociation avec la famille n'engage donc en rien le CSPPA. Nous ne nous laisserons pas manipuler ou tromper, comme par le passé. Nos revendications sont précises et nous souhaitons les voir entièrement satisfaites ». Ce communiqué, qui fait suite à nos informations sur une trêve entre le gouvernement français et le clan Abdallah (le Monde du 30 octobre), réclame de nouveau la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah, de Varoujan Garibidjian, d'Anis Naccache et de « tous leurs camarades ».

« Lors de la dernière réunion de la CIEEMG, en octobre, les fiches concernant la vente de deux cents AMX-13 (pour une somme de 3,1 milliards de francs) ont été repoussées, j'allais dire à l'unanimité ».

« Reste, a déclaré le porte-parole, le problème des matériels qui avaient fait l'objet d'autorisations antérieures à la mise en place de ce gouvernement, mais qui n'ont pas encore été livrés ». Il a notamment évoqué une autorisation du 19 juillet 1984 concernant des missiles Milan. « Nous avons pris des mesures qui font que ces matériels n'ont pas été livrés », a-t-il affirmé.

« Au sujet des livraisons de denrées alimentaires, il a confirmé que la France s'était « portée preneur » d'une adjudication de la Communauté européenne pour la fourniture de 230000 tonnes de farine à la Syrie. « Il nous semble convenable d'envoyer de la farine si la Syrie le demande », a-t-il observé. En revanche, a ajouté le porte-parole, « il n'y a pas de discussion sur un prêt ».

Démentant « totalement » que la France ait donné des « assurances » sur l'issue du procès de Georges Ibrahim Abdallah en février prochain, il a déclaré que la France avait donné des « assurances » sur l'issue du procès de Georges Ibrahim Abdallah en février prochain, il a déclaré que la France avait donné des « assurances » sur l'issue du procès de Georges Ibrahim Abdallah en février prochain.

chain, il considéré comme « du Gérard de Villiers » l'information relative à un « contrat » passé avec M. Elie Hobeika, l'ancien chef des Milices libanaises, pour surveiller le clan Abdallah.

« Je ne peux pas vous le dire. Il n'est pas dans la tradition de la France de livrer des gens qui ont demandé l'asile politique, mais ils ne doivent pas conspirer sur le sol français contre un pays ami ».

« Est-ce que vous avez un contrat d'argent pour faire un prêt à la Syrie ? Nous répondons non. Est-ce que vous avez des armes à la Syrie ? Nous répondons non. Est-ce que vous avez managé l'échange d'Abdallah contre la paix ? Nous répondons non ».

« De nombreux industriels français se sont adressés à la commission internationale pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), qui est sous l'autorité du premier ministre, afin d'obtenir les autorisations préalables en vue de prospecter, puis de négocier et, enfin, de signer des contrats d'armes avec Damas ».

« Le franchissement de chacune de ces trois étapes est soumis à un accord des différentes administrations ministérielles de la CIEEMG chargées de contrôler les conditions d'un marché avec la France et la Syrie, comme avec tout autre client étranger ».

Présentes à cette commission, les demandes des industriels concernant la Syrie avaient trait à des demandes d'autorisation de prospection visées, outre les matériels déjà cités par M. Baudouin, des avions à hélices Epoules, des matériels de communications, des antennes, des parachutes, des tracteurs semi-remorques, des équipements de désobésence téléphonique et des véhicules rapides équipés d'une intrinsèque. Ces autorisations de prospection ont été repoussées par la CIEEMG.

En revanche, contrairement à ce qu'indiquent le porte-parole de M. Chirac, les décisions de blocage concernant le livraison de certains autres matériels, notamment des armes antichars, avaient déjà été prises du temps de M. Laurent Fabius à Matignon.

Advertisement for Boutiques 55 and 40. Text: BOUTIQUE 55 - BOUTIQUE 40 LES 2 PREMIERES BOUTIQUES DE SOLDES PERMANENTS FOURRURES NEUVES à 50% de leur VALEUR PRIX d'OUVERTURE du VENDREDI 31 Oct. au SAMEDI 8 Nov. List of clothing items and prices.

Pas de vente d'armes à la Syrie

Le porte-parole du premier ministre a ajouté : « Nous n'avons pas à faire le palmier de ceux qui nous ont aidés à juguler, ne serait-ce que pour un temps, le terrorisme ».

« Les contacts qui ont eu lieu avec la Syrie sont bien connus », qu'ils ont été pris « de gouvernement à gouvernement » et que « des visites, qu'on ne peut dire officielles du directeur de quelques fonctionnaires de la DST » ont été faites à Damas. En outre, lors de sa visite à Alger, le 13 septembre dernier, le premier ministre, a noté M. Baudouin, a évoqué « certains problèmes, dont ceux du terrorisme ».

« L'interpellation d'un sympathisant de M. Ben Bella. Sur ordre du parreau de Paris, agissant dans le cadre de la lutte antiterroriste, les policiers du SRPJ de Versailles ont interpellé, le jeudi 30 octobre, à son domicile de Megny-en-Vexin (Val-d'Oise), M. Boukharri Souali, sobriquet et un sens, considéré comme un sympathisant de M. Ahmed Ben Bella ».

Personnifié du travail, M. Souali est arrivé en France en 1946, marié à une Française, il est père de six enfants. Selon sa femme, M. Souali, malade et fatigué, n'a aucune activité politique. Vendredi en fin de matinée, M. Souali était toujours entendu par les policiers.

« Otage du Liban : message de Joëlle Kaufmann. L'épouse du journaliste Jean-Paul Kaufmann, enlevé le 22 mai 1985 à Beyrouth, a fait passer, jeudi 30 octobre, un message d'espoir dans la quotidien libanais l'Orient-Le Jour : « Jean-Paul, nous ne l'abandonnons pas. Tes amis sont devenus des millions. Les journalistes proches mais aussi tous les autres sont avec vous tout. Il n'y a pas une heure depuis cinq cent vingt-deux jours sans que nous n'ayons essayé de vous sortir de vos cachots. Combien de « une » sur votre sort... Le gouvernement fait ce qu'il peut, mais vos gardiens semblent faire la sourde oreille. Tenez bon, nous ne lâcherons pas », dit le message signé « Joëlle et tes amis ».

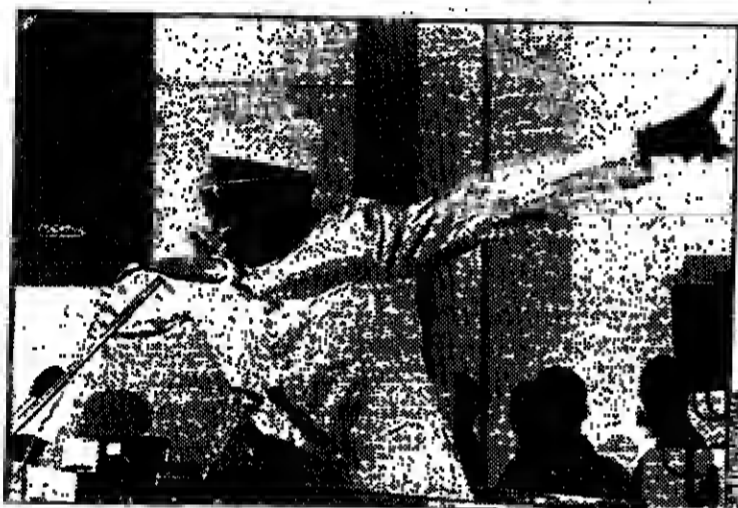
مكتبة المشرق

Le Monde

SANS VISA

LA GUINÉE AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND

Vingt-huit ans après le général de Gaulle, M. François Mitterrand découvre la Guinée du général-président Lansana Conté. Un pays détruit, des mentalités mutilées. Comme si Sekou Touré avait préparé sa vengeance posthume...



Sekou Touré, en novembre 1978, au Congrès du Parti démocratique guinéen.



Lansana Conté (au centre) après le coup d'Etat d'avril 1984.

LE CHAOS EN HÉRITAGE

Enquête de Laurent Zecchini

L'ÉTAT des lieux, l'inventaire, sont achevés : « On s'est tous fait des illusions sur ce pays, croyant que des aides massives suffiraient à le faire redémarrer. La Guinée est beaucoup plus délabrée qu'on ne le pensait. Tout ici est cassé, détruit, et d'abord les mentalités. » Ce constat est répété par tous les experts et les diplomates. La Guinée, il est vrai, revient de loin. Août 1958-novembre 1986 : vingt-huit ans séparent le voyage du général de Gaulle à Conakry de celui que M. François Mitterrand effectuera les 12 et 13 novembre. Plus d'un quart de siècle d'isolement pendant lequel près de deux millions de Guinéens ont fui la terreur du régime de Sekou Touré. Un isolement que n'a pas vraiment rompu la visite de M. Giscard d'Estaing en décembre 1978.

« Nous voterons « non » à une communauté qui n'est que l'Union française rebaptisée, c'est-à-dire la vieille marchandise dont on a changé l'étiquette. A partir du 29 septembre (1958), nous serons un pays indépendant. Nous prendrons la responsabilité entière et totale de nos affaires. » En prononçant ces phrases, « Sekou » mesurait-il exactement les conséquences catastrophiques que sa décision allait entraîner pour son pays ?

La Guinée a payé très cher son refus d'accepter la nouvelle Constitution qui fait, pour un temps, le destin de la France et de ses anciens territoires d'outre-mer. D'un seul coup, elle se voyait privée du concours de l'administration française et de ses crédits d'équipement. Le général de Gaulle avait alors prévu que la France examinerait ses relations ultérieures avec la Guinée, au vu notamment des « fréquentations extérieures » de Conakry. Le diri-

geant guinéen se tourna alors vers les pays de l'Est, l'Union soviétique notamment, et courut répondre à son appel. Le divorce était consommé. A sa mort mais, plus encore, lorsqu'une poignée de militaires inexpérimentés prirent le pouvoir, le 3 avril 1984, la Guinée exhiba la profondeur de ses plaies. Les morts en sus du camp Boiro racontèrent l'horreur et le bilan des « années Sekou », sur le plan économique, fut rapidement dressé : tel un champ, la Guinée a été laissée en jachère. Mais l'héritage du « camarade » Ahmed Sekou Touré était plus lourd encore, parce que plus pernicieux. L'homme du « non » au général de Gaulle et qui, à ce titre, conserva longtemps une sorte de charisme historique pour toute une génération d'Africains, a marqué profondément, et sans doute durablement, les esprits d'un peuple par une véritable destruction des mentalités : pendant vingt-cinq ans, les Guinéens ont appris à attendre tout de l'Etat et à se servir de lui en le pillant, parce que c'était le seul moyen de survivre. Vingt-cinq ans sans morale, sans valeurs, sans solidarité, sans initiative individuelle ni volonté d'entreprendre...

Le président guinéen, le général Lansana Conté, qui ne s'embarrasse pas de litotes, l'a fort bien compris : « La capacité des Guinéens, qui est grande, était devenue « satanique ». » Et encore : « Conakry concentre tout ce qu'il y a de mauvais dans le pays : affarisme, refus d'une activité productive, négativisme, agitation, double jeu politique, dont une règle maîtresse est d'encourager le gouvernement pour mieux l'ancre dans ses erreurs (...). On ne peut édifier un Etat de droit avec des gens qui sont dépourvus de droiture. » Voilà bien le terrible paradoxe de ce pays : deux ans et demi après sa mort, Sekou Touré demeure la « clé » essentielle pour découvrir la Guinée du « général-président paysan » Lansana Conté, comme

si l'histoire se refusait à tourner la page... Rouille, salpêtre, chausses défoncées, tôles cabossées, maisons délabrées, quartiers entiers plongés dans une obscurité que trouent les flammes des bougies, ruelles fangeuses sans hygiène, promiscuité généralisée avec, çà et là, quelques appendices de modernité et de luxe : les toujours splendides « villas de l'OUA », le Palais du peuple, la mosquée Fayaçal, la nouvelle aérogare... Conakry reste-elle la seule jumelle de Monrovia, capitale du Libéria et ville-étalon d'une certaine Afrique, qui s'élève la misère ? Le Comité militaire de redressement national (CMRN) n'a-t-il rien fait, rien entrepris ? Les signes extérieurs d'une renaissance ne

sont pas tous très homogènes, ni très compétents. » Le dernier qualificatif, chacun le sait et le dit à Conakry, est faible : le chef de l'Etat est très mal conseillé et les ministres qui « comptent » sont des militaires dont le seul mérite est d'être des « camarades de putch » ou de casernes, sans compétences particulières, si ce n'est, pour beaucoup d'entre eux, de réelles facultés d'adaptation pour prélever de juteuses commissions sur les marchés d'Etat, les militaires du CMRN ont néanmoins réussi, en trente mois, à poser les fondations du redressement du pays : la réforme monétaire, la liquidation d'un système bancaire en faillite et son rempla-

çage par trois filiales de banques françaises. Le reste — la réforme administrative, c'est-à-dire en fait la reconstruction d'un Etat, la relance de l'économie agricole, celle de l'exploitation des richesses naturelles, notamment minières, la remise en état des infrastructures, la constitution d'un réseau de PME, la formation de cadres, qui passe par la renaissance de l'enseignement du français, etc. — est à l'ébauche. Pour tout cela, « ce sera beaucoup, beaucoup plus long que prévu », disent unanimement les experts internationaux accourus au chevet de la Guinée convalescente.

Car « Sekou » et ses fantômes résistent... Le président Conté, encore : « Non seulement les fonctionnaires sont malhonnêtes, mais ils dénigrent la Guinée dans les colonnes de l'hebdomadaire Jeune Afrique. » Le gouvernement des « ronds-de-cuir »... Ce sont eux, les fonctionnaires — qui détiennent le pouvoir de faire capoter l'expérience en cours — qui sont potentiellement le détenteur d'un coup d'Etat. Le président, qui le sait, ralentit de lui-même le rythme des réformes si les agents de la fonction publique ne s'en chargeaient efficacement, un grand dam du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale, dont l'une des priorités est à terme de réduire de moitié le nombre des agents de l'Etat (64 000 fonctionnaires, 15 000 militaires, 20 000 salariés des entreprises publiques).

Pendant vingt-cinq ans les Guinéens ont appris à tout attendre de l'Etat, au besoin en le pillant. Vingt-cinq ans sans morale, sans solidarité, sans initiative ni volonté d'entreprendre...

généralisés par les ressources minières. Mais les fonctionnaires ne sont pas les seuls à voir, dans le processus de réformes en cours, la remise en cause de leurs prérogatives. Les cadres des entreprises publiques, qui revendiquent tranquillement une part de la production ; les commerçants, Guinéens et Libanais, qui spéculaient sur le marché parallèle ; les étudiants, qui avaient la certitude d'accéder à la fonction publique : toute cette population urbaine est a priori hostile à la disparition du « système Sekou ». « L'administration, souligne un expert, a pratiqué pendant vingt-cinq ans un dirigisme et un étatisme calqué sur le modèle des pays de l'Est. Elle n'a pas la volonté et même si elle l'avait, elle n'a ni le cadre de référence ni la formation nécessaire pour opérer ce qui lui est demandé par le pouvoir politique : le retour à l'économie de marché, la privatisation de l'industrie, la réouverture de l'économie guinéenne sur l'extérieur. »

Les réformes ne sont en fait populaires qu'en milieu rural (les circuits de production et de distribution ont été en partie assainis et les prix payés aux producteurs ont été augmentés), et au sein de l'armée, où les soldes ont été doublés. Pour l'instant, le président Conté s'est bien gardé de remettre de l'ordre dans sa propre « famille », l'armée, et n'a pas donné suite au plan de réorganisation que lui ont proposé les Français. A terme, il lui faudra réduire les effectifs, se séparer des « anciens ». L'armée ? Elle n'a ni munitions, ni uniformes, ni « ordinaire », ni armurerie, elle n'a suivi pratiquement aucun entraînement depuis vingt ans, elle n'est même pas constituée en unités. Bref, l'armée avait été marginalisée à l'époque de Sekou Touré. Mais elle pourrait, si on la réformait, si on la réorganisait, devenir dangereuse.

généralisés par les ressources minières.

Mais les fonctionnaires ne sont pas les seuls à voir, dans le processus de réformes en cours, la remise en cause de leurs prérogatives. Les cadres des entreprises publiques, qui revendiquent tranquillement une part de la production ; les commerçants, Guinéens et Libanais, qui spéculaient sur le marché parallèle ; les étudiants, qui avaient la certitude d'accéder à la fonction publique : toute cette population urbaine est a priori hostile à la disparition du « système Sekou ». « L'administration, souligne un expert, a pratiqué pendant vingt-cinq ans un dirigisme et un étatisme calqué sur le modèle des pays de l'Est. Elle n'a pas la volonté et même si elle l'avait, elle n'a ni le cadre de référence ni la formation nécessaire pour opérer ce qui lui est demandé par le pouvoir politique : le retour à l'économie de marché, la privatisation de l'industrie, la réouverture de l'économie guinéenne sur l'extérieur. »

Les réformes ne sont en fait populaires qu'en milieu rural (les circuits de production et de distribution ont été en partie assainis et les prix payés aux producteurs ont été augmentés), et au sein de l'armée, où les soldes ont été doublés. Pour l'instant, le président Conté s'est bien gardé de remettre de l'ordre dans sa propre « famille », l'armée, et n'a pas donné suite au plan de réorganisation que lui ont proposé les Français. A terme, il lui faudra réduire les effectifs, se séparer des « anciens ». L'armée ? Elle n'a ni munitions, ni uniformes, ni « ordinaire », ni armurerie, elle n'a suivi pratiquement aucun entraînement depuis vingt ans, elle n'est même pas constituée en unités. Bref, l'armée avait été marginalisée à l'époque de Sekou Touré. Mais elle pourrait, si on la réformait, si on la réorganisait, devenir dangereuse.

(Lire la suite page 10.)

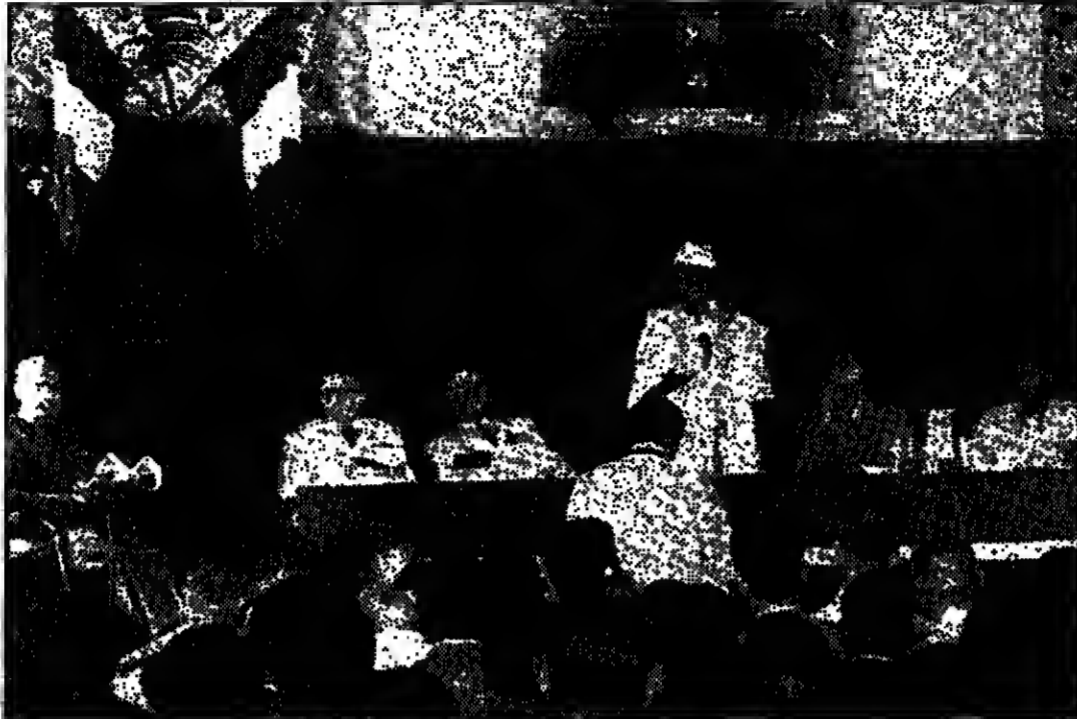
Enquête

LE CHAOS EN HÉRITAGE

(Suite de la page 9.)

Mais il y a pis : les militaires « démocrates » qui ont pris le pouvoir à Conakry n'ont eu ni le temps, ni la volonté, ni les moyens de remplacer ceux qui ont permis à l'ancien régime de perdurer : directeur de cabinet, directeurs d'administration centrale, chefs de police, des services spéciaux, délateurs, accusateurs publics, tortionnaires, ils sont demeurés à leur poste pour la plupart d'entre eux et, à moins qu'ils y trouvent leur intérêt, ils ne favoriseront pas le « renouveau » de la Guinée. Le président Lansana Conté, qui, en dépit des lazzi que lui décernent les intellectuels guinéens de l'extérieur sur son côté « paysan du Danube », est un homme de bon sens, sait que sa marge de manœuvre est étroite. Il est donc conduit à tolérer les « dérapages » en tout genre par rapport au calendrier des réformes élaboré par le FMI et la Banque mondiale : prime mensuelle de 5 000 FG pour calmer les deux promotions d'universitaires qui, sans espoir de trouver un emploi, constituent un premier volant de dégoût du libéralisme ; laxisme envers tel ou tel ministre membre du CMRN qui, de notoriété publique, a touché une petite fortune pour signer un protocole ou un marché de travaux non prévus par le « cartel » des bailleurs de fonds qui sont autant de tuteurs du redressement économique du pays ; attentisme face à la corruption généralisée.

Amputée pendant vingt-cinq ans de ses cadres les plus compétents, la Guinée du président Conté se devait de favoriser leur retour. Or, en dépit de réels efforts, cette politique d'accueil de la diaspora a tourné court. Les Guinéens d'« importation »,



Août 1958, le général de Gaulle à Conakry.

comme on dit à Conakry, après un séjour « pour voir », sont repartis, pour la plupart. La « greffe » n'a pas pris. S'ils avaient encore des doutes, la fuite à l'étranger de Jean-Claude Diallo, dont la tâche, au gouvernement, était de favoriser leur réinsertion, les aura convaincus des difficultés, pour un cadre formé à l'étranger, d'échapper à l'emprise d'un système politico-ethnique qui cherche d'abord à « digérer » les tribuns de l'immobilisme. Ceux qui, faisant fi d'une baisse importante de leurs revenus, se sont accrochés, subissant la méfiance des soi-disant résistants : « Que

faisiez-vous, à l'étranger, quand Sekou nous martyrisait ? ». Ce mauvais procès — tous les émigrés n'ont pas eu la vie facile et beaucoup de ceux qui sont restés auraient voulu les imiter — cache mal un complexe d'infériorité, qui se traduit, sur le plan économique et institutionnel, par une marginalisation des Guinéens de l'extérieur. Ceux de l'intérieur font bloc pour freiner toute initiative des ministres civils « importés » et, profitant d'un vide juridique dans de nombreux domaines (droit foncier, titres de propriété, codes des investissements et des marchés, etc.), s'opposent aux

timides investissements des membres de la diaspora.

Le président Conté lui-même se méfie d'eux, craignant une mise en cause de sa capacité à diriger le pays. Il en veut pour preuve les articles très critiques de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, inspirés, selon lui, par le directeur délégué du journal, le Guinéen Siradiou Diallo, qui est peul. Et ce sont aussi des commerçants peuls qui, voulant se créer un monopole de l'importation de certaines denrées, notamment le riz, étaient à l'origine du PLC (Programme de libre commerce), système qui a été abandonné au profit d'une

société franco-guinéenne, la SGC (Société guinéenne de commerce).

Une trêve ethnique ?

Les ministres venant de l'extérieur, dont la compétence est pourtant reconnue, comme MM. Lamine Bolyvogui (économie et finances), Jean Traoré (affaires étrangères) et Edouard Benjamin (plan et coopération internationale), étant « sous surveillance », les seuls qui exercent une certaine influence sur le chef de l'Etat sont les membres du CMRN, notamment le commandant Kérékou Camara, secrétaire permanent du CMRN et véritable numéro deux du régime ; le colonel Sory Doumbouya, ministre de la défense et président du comité de coordination économique et financier, qui, sous la tutelle du FMI, est, plus que le conseil des ministres, le véritable organe de décision ; le commandant Albousséy Fofana, ministre des ressources naturelles ; et le commandant Babacar N'Diaye, secrétaire d'Etat aux transports.

Bien qu'il soit extrêmement difficile à Conakry de percevoir le « mur du silence » (tous les responsables politiques restent, de ce point de vue, marqués par les « années Sékou Touré »), il semble bien que le président Conté, tout en ayant acquis une réelle autorité, soit obligé de ménager les membres du CMRN, voire de composer avec eux. Ainsi, au cours d'une réunion du comité militaire qui se serait tenue en juillet dernier, une explication difficile aurait eu lieu entre le chef de l'Etat et ses pairs. A certains d'entre eux qui émettaient l'idée d'un retour des militaires dans les casernes, le général Lansana

Conté aurait répondu en substance : « Allez-y, moi, je reste. » Réponse de l'un de ses interlocuteurs : « Pas question, si nous partons, tu pars aussi, c'est nous qui t'avons placé à la présidence. »

Pour l'instant, une sorte de trêve paraît s'être instaurée sur le plan ethnique, bien que le président, qui est soussou, ait placé des représentants de son ethnie à de nombreux postes de responsabilité. Les Malinkés poursuivent leurs fructueux trafics sur l'or et le diamant, et les Peuls accroissent leurs bénéfices commerciaux. A terme, tous ces intérêts sont cependant menacés par une reorganisation de l'économie qui passe par le démantèlement des circuits d'enrichissement illicites. Peu à peu, pour une partie de la population de Conakry, les pays et les bailleurs de fonds qui ont apporté leur aide à la Guinée apparaissent plus comme des « généraux » que comme des amis. « Du temps de Sékou Touré... » est une phrase que l'on entend de plus en plus dans les quartiers, et les anciens du camp Boiro ne sont plus guère écoutés.

Avec courage, le président guinéen, à son rythme lent, tente de faire la part des choses entre les contraintes internes et externes. La gageure consiste à faire admettre à son peuple que les sacrifices qui sont aujourd'hui demandés à chacun sont indispensables pour reconstruire la Guinée. Les « nostalgiques » et ceux qui, en s'attachant à la personne du chef de l'Etat, sont de facto leur « jeu » trahissent-ils le temps ? Si le « président-paysan » échoue, Sékou Touré aurait alors sa vengeance posthume.

LAURENT ZECCHINI

Le désordre qui règne en Guinée attire dans la capitale toutes sortes de personnages louches : vraies « barbouzes » et faux agents, affairistes et conseillers occultes...

Un vent mauvais souffle sur Conakry. Cela ne tient qu'à un climat, à des rumeurs et à la personnalité de quelques individus, mais cette écume des choses masque parfois l'essentiel, la réalité d'un pays qui, au sortir d'un long canotier, vent s'ouvrant sur l'extérieur. Lorsque les militaires guinéens prennent le

pouvoir, en avril 1984, ils se rendent compte que seuls les pays occidentaux peuvent leur apporter ce dont ils ont besoin pour reconstruire leur pays : de l'argent, des conseils, des experts dans tous les secteurs. Le chef de l'Etat, le général Lansana Conté, affiche la couleur : « Je veux des experts français, car avec eux je peux parler sans interprète. »

La France répond tout de suite favorablement. En 1985, les crédits accordés au titre du FAC (Fonds d'aide et de coopération) ont atteint 106,16 millions de francs (dont 55 millions d'aide budgétaire), et la Caisse centrale de coopération économique a consenti des prêts à hauteur de 523,9 millions, chiffre à comparer avec le montant des prêts de 1979 à 1984, 581 millions de francs. C'est un effort important, la Guinée devenant le premier bénéficiaire des pays clients de la Caisse centrale et le troisième pour le FAC, mais sans doute insuffisant au regard des besoins. Parallèlement, le nombre des assistants techniques augmente de 11 à 44. Là encore, il s'agit d'un effort significatif, bien que cette présence française, comparée à celle qui existe dans d'autres pays francophones — Côte-d'Ivoire, Sénégal, — reste apparemment faible.

L'aide du gouvernement français ne vient pas seule. Bénéficiant d'un véritable « état de

grâce », que les orientations affichées par le nouveau régime — démocratie et économie libérale — ne peuvent que conforter, la Guinée peut compter sur une mobilisation des bailleurs de fonds. Les institutions internationales d'abord, Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale, ainsi que plusieurs pays, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, le Canada et l'Arabie saoudite. Le volume de cette aide est en fait relatif, mais l'impression prévaut, à l'étranger, qu'une véritable manne s'abat sur Conakry. Dès lors, tout ce que l'Afrique de l'Ouest, et au-delà, compte d'aventuriers, d'affairistes et d'intermédiaires plus ou moins

feront gruger au début. Aujourd'hui encore, si beaucoup sont repartis, dégoûtés par l'immobilisme de l'administration et l'incapacité des pouvoirs publics à conclure des marchés, les vrais professionnels sont restés, tablant sur la persévérance et les amitiés qu'ils ont su nouer.

Ce petit monde de « petits Blancs » a des interférences avec un autre milieu, plus discret mais bien représentatif d'une certaine Afrique en marge — ou complémentaire — des rapports d'Etat à Etat, celle des « réseaux ». Pour tout dire, cela « grecoïde » fort à Conakry, où se mêlent personnages interlopes, sociétés d'import-export, mythomanes ou vrais « honorables correspondants ».

Ils attendent d'hypothétiques rendez-vous dans les ministères pour vendre leurs marchandises ou leurs services. Mode d'emploi : commissions, dessous-de-table, surfacturations.

véaux, bref tous les « parasites », converge sur la Guinée devenue le nouvel Eldorado.

Les commerçants — Français et Libanais notamment, — dont les affaires au Gabon, en Côte-d'Ivoire ou au Tchad périclitent plus ou moins et à qui une longue expérience a appris à repérer l'odeur de l'argent, s'installent. Le cliché est tenace : à l'hôtel Indépendance, les rapaces sont juchés sur le toit, mais les « vautours » barbotent dans la piscine, en attendant d'hypothétiques rendez-vous dans les ministères pour vendre leurs marchandises ou leurs services. Mode d'emploi : commissions, dessous-de-table, surfacturations. Les Guinéens, novices en matière financière, se

dans cette ville de bobards, de faire la part des choses. Parlons au moins de quelques figures dont la personnalité, si l'on peut dire, prête le flanc aux conjectures.

M. Pierre Debizet, par exemple, ex-patron du SAC (Service d'action civique) — organisme de l'ombre avant qu'il ne défraie la chronique judiciaire (affaire de la traxie d'Amriol notamment) — et proche de M. Jacques Foccart, conseiller de M. Chirac pour les affaires africaines ; M. Jacques Tillier, ancien fonctionnaire de la DST, puis journaliste très spécial, qui est les honneurs de l'actualité au moment de l'affaire Mesrine — et, plus récemment, pour avoir été le salarié du gouvernement camerounais employé à des

tâches de relations publiques et de surveillance discrète de quelques personnalités ; M^{me} Eliane Zabé, détachée du Quai d'Orsay au 2, rue de l'Elysée (bureaux occupés par la cellule africaine de la présidence de la République), pour coordonner des actions humanitaires (envoi de livres et de médicaments dans plusieurs pays africains).

M. Tillier, qui préside à Conakry, est maintenant salarié par le ministère guinéen de l'Information pour — officiellement — apporter ses « conseils journalistiques » au journal *Horoya*. Hasard, bien sûr : M^{me} Zabé connaît M. Tillier, qui connaît bien M. Debizet... Carieuse Eliane Zabé, dont l'association humanitaire est (était) présidée par M^{me} Henriette Conté, épouse du chef de l'Etat, avec qui elle est très liée. Pendant plusieurs mois, à Paris, elle occupa un bureau dans les locaux de M. Guy Penne, ex-conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines. Mais M^{me} Zabé, dont l'influence, dit-on à Conakry, auprès du président Conté serait grande (elle s'intéresse de près à l'occultisme), a beaucoup fait état de ses relations parisiennes et beaucoup trop distribué de cartes de visite à l'entrée de l'Elysée. Aujourd'hui, à la présidence de la République, on déclare ne plus avoir aucun contact avec « cette personne ».

M. Tillier, confident du général Conté ? Le « journaliste », rencontré dans les locaux d'*Horoya*, se défend d'un tel rôle : « Penser que Conté a besoin d'un Tillier, d'un nouveau « marabout blanc » (1), c'est ridicule. » A s'en tenir aux apparences, il est vrai que l'intéressé n'a rien d'une éminence grise. M. Debizet, représentant d'une société d'import-export proche de M. Foccart ? Rien ne permet de l'établir. Mais la rumeur court à

Conakry, et chacun, y compris les services spéciaux, s'interroge sur le rôle exact de M. Tillier, de M^{me} Zabé et de M. Debizet. Les diplomates français et les services de police guinéens, notamment, aimeraient bien savoir de quelle autorité parallèle ou de quels services parisiens ils dépendent.

Lourd climat, en somme, qu'éprouvait encore l'arrivée à Conakry du commissaire Lucien Aimé-Blanc, ancien patron de l'OCRB (Office central de répression du banditisme), « Lulu », grand flic à la réputation controversée, dont Jacques Tillier est un familier depuis l'affaire Mesrine et qui est envoyé en Guinée par le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) pour réorganiser la police guinéenne.

L'écumage des choses ? Il n'empêche, le résultat est là : quels que soient le rôle ou l'influence prêtés à ces personnages, et à quelques autres, tous contribuent à entretenir une atmosphère malsaine de « gabonite », qui nuit à l'image de la France en Guinée. Les autorités guinéennes ont pris la mesure du danger : les services de police se livrent actuellement à un recensement de tous les étrangers. Et ceux-ci, lorsqu'ils débarquent à Conakry avec un visa de courte durée, se voient confisquer leur passeport, qui leur est remis le lendemain aux bureaux de la police de l'air et des frontières. « D'abord, ne resteront en Guinée que ceux qui sont venus y faire quelque chose d'avouable », souligne l'un des hommes forts de la police.

L'époque est révolue où, à Conakry au moins, les Français étaient accueillis à bras ouverts. Paris a, sur ce point, sous-estimé le poids de l'héritage. Pendant

Publicité

les Antilles en Concorde

Pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France, deux formules de séjour de 9 ou 15 jours sont proposées pour Noël ou pour l'An à l'Hôtel Méridien de la Guadeloupe (**** NN) à partir de 18 950 francs.

Ahous, 83, rue de Metz, 75008 Paris
Tél. : (1) 45-72-96-46 - Télax : 643780 F
Lic. 175.001

LA FRANCE EN DOUCE

100 IDEES DE VACANCES

S'ADRESSER A V.V.T. TEL. : 43 20 13 66
ET DANS TOUS LES BUREAUX DU CREDIT AGRICOLE
CORRESPONDANT AGREE DE VOYAGE CONSEIL

كناكروني

l'enquête

BAUXITE FRAÎCHE CONTRE VIEUX MIG

1958, la Guinée rompt ses amarres. Un seul « ami » se présente : l'URSS. Commerce et coopération. Bauxite contre Mig. Les Soviétiques sont toujours là.



Aux Guinéens, qui demandaient une renégociation des accords-bauxite, Moscou a répondu par une fin de non-recevoir.

APPELONS-LE « Boris ». Il vit dans un appartement modeste situé dans le centre de Conakry. Boris, diplomate soviétique un peu vieux garçon, dispose des nappes sous les tasses à café et sert d'autorité deux gros morceaux de sucre, qui ne fondront jamais. Boris est plein d'humour : « Vous n'avez pas peur que je vous embarque sur un vol d'Aeroflot ? Vous savez, jamais un Américain n'aurait accepté de venir chez moi. » Après dix minutes de propos badins sur les avantages et inconvénients pour un Soviétique de vivre en Afrique noire, Boris exhibe un communiqué où il est question de la « nouvelle politique » de l'URSS qui est « en conformité avec l'orientation libérale de l'Etat guinéen ». Dans ce texte, M. Kotov, représentant commercial de l'URSS, indique : « Nous avons beaucoup de propositions à faire aux entreprises privées guinéennes dans la coopération tous azimuts : matériaux de construction, articles

ménagers, matériel de bureau, etc. » En 1985, « le volume total des livraisons mutuelles a dépassé 137 millions de dollars US, ce qui dépasse de 8,8 % celui de 1984. Il est à noter que l'exportation des marchandises soviétiques vers la Guinée a augmenté de plus de 20 % pour la même période. »

Sur la volonté de l'URSS d'étendre sa coopération au secteur privé guinéen, Boris dit vrai : un diplomate occidental, qui vit en Guinée depuis de nombreuses

années — où il possède des intérêts commerciaux non négligeables — a été « approché » par les Soviétiques pour devenir l'agent commercial de Moscou. Prudent, ce diplomate pourtant atypique s'est récusé. Boris décrit ensuite longuement les « chaleureuses » relations de coopération existant entre la Guinée et l'URSS. Il n'y a donc pas compétition avec la France ? « Nous devons travailler mieux, agir plus vite », reconnaît Boris. Soudain moins enthousiaste, il ajoute : « C'est vrai que

les Guinéens deviennent de plus en plus compétents. » Malgré l'arrivée de capitains et de coopérateurs occidentaux, l'URSS n'est pas disposée à réduire sa présence en Guinée, qui présente pour elle un double intérêt : stratégique d'abord, en raison des facilités aéroportuaires dont elle bénéficie ; commercial ensuite, avec la bauxite et la pêche. Juste avant l'été, au moment où les troupes gouvernementales angolaises ont lancé leur offensive de saison sèche contre

les maquis de l'UNITA, un véritable pont aérien a été établi entre l'Union soviétique et Cuba à destination de l'Angola, via la Guinée. Pendant plusieurs semaines, à raison de deux à cinq rotations par jour, des gros porteurs Antonov-22 et Iliouchine-76 se sont posés sur l'aéroport, où les Soviétiques disposent d'une zone réservée. Les avions (y compris ceux de l'Aeroflot) y sont ravitaillés par des camions-citernes soviétiques dont le carburant est acheminé par des bateaux russes. Les Soviétiques entraînent un bataillon parachutiste de cent cinquante hommes. Ils ont également formé une vingtaine de pilotes de chasse, qui sont d'un bon niveau.

Bien qu'essentiellement militaire, la coopération soviéto-guinéenne se vent aussi sur le développement du pays. Les Soviétiques dirigent notamment un centre océanographique à Conakry, le CERESCOR, dont les activités restent confidentielles. Ils mettent, d'autre part, l'accent sur la coopération en matière agricole. Depuis plusieurs années, des coopérateurs ouzbeks sont présents dans la plaine de Monchon (est du pays) où ils tentent de développer la riziculture. De l'avis des Occidentaux qui ont visité le site, l'échec est total. Et puis, un déplaçé à Boris, la coopération française précède l'URSS. Depuis un an et demi, les Soviétiques « marquent » les Français en effectuant des dons ou en torpillant purement et simplement les initiatives des coopérateurs français : toute manifestation culturelle organisée par Paris est suivie, quelques semaines plus tard, par un spectacle ou une « conférence » d'origine moscovite. En juin dernier, les Soviétiques ont saboté la semaine du cinéma d'Afrique francophone organisée à l'université en coupant le groupe électrogène et en adressant des menaces à l'opérateur guinéen. Les relations entre coopérateurs français et soviétiques sont donc réduites. Les seconds n'arrivent pas à comprendre que, lorsque la France fait des dons à la Guinée, ceux-ci sont... gratuits.

« La différence par rapport au passé, explique un expert américain, est qu'aujourd'hui les Soviétiques doivent payer plus cher pour une même influence. » Peut-être est-ce pour cette raison que Boris étudie le cours du rouble, que publie chaque jour le journal *Horvya*...

OURS DE CONAKRY

vingt-cinq ans, Sekou Touré a dit aux Guinéens : « Nos ennemis, ce sont les Français. » Les mentalités évoluent moins vite que les mots d'ordre, la politique de la main tendue vers la France, affirmée par les militaires, n'a pas atteint ses objectifs, du moins dans l'esprit des individus. Outre le fait que des Français ont été placés à des postes-clés dans les ministères, les organisations internationales représentées à Conakry ont souvent sommé à leur tête des Français, répondant en cela au souhait du chef de l'Etat. Peu à peu, les habitants de la capitale se sont persuadés que les Blancs étaient, peu ou prou, tous des Français.

aujourd'hui bien moins souvent reçus que par le passé à la présidence de la République. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si les réformes ont pris du retard et si quelques projets somptuaires ont réussi à passer au travers des mailles du filet de la Banque mondiale et du FMI. L'isolement progressif du chef de l'Etat inquiète aujourd'hui les diplomates et les experts étrangers. A terme, en effet, la Guinée risque de déconcerter les bailleurs de fonds et donc de sacrifier ses chances de prendre un nouveau départ.

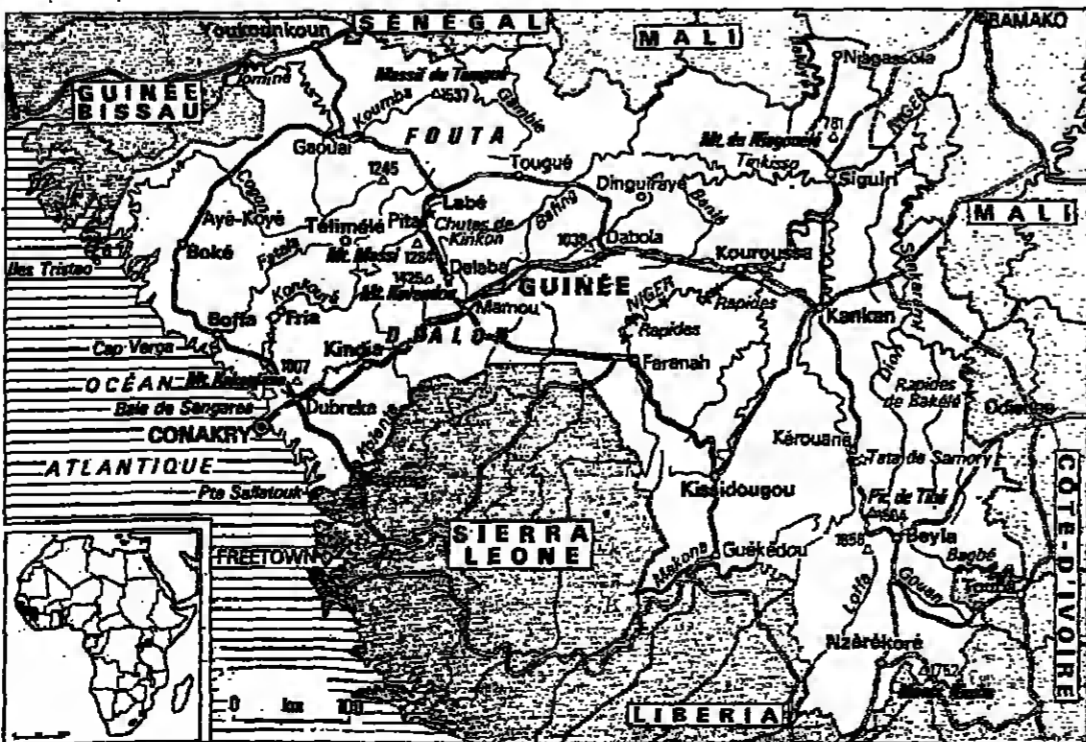
Les ambassades et les hommes d'affaires occidentaux préfèrent se persuader que ce climat d'attentisme et de « gabonite » qui règne à Conakry n'est qu'une phase transitoire et peut-être inévitable. A Paris, pourtant, dans certains milieux, en particulier d'extrême droite, des rumeurs de préparatifs de coup d'Etat recommencent à circuler avec, en forme de justification, le fait que le général Lansana Conté ne « ferait pas le poids ». Or, bien qu'ayant des lacunes importantes, celui-ci semble convaincu de la nécessité pour la Guinée de faire table rase du passé et de se mettre au travail. « De toute façon, soulignent plusieurs diplomates, parmi les Guinéens de l'intérieur », il est probablement, vu le personnel politique de ce pays, le plus intéressé et, peut-être, le plus capable.

Sous ses dehors bossues, le président Conté se tient remarquablement au courant de ce qui se dit et se fait à Conakry. Il sait que le gouvernement français, en formant et en entraînant la garde présidentielle — trois cent cinquante hommes bien entraînés, et très un à un par le chef de l'Etat parmi les membres de son ethnie, les Soussous, — lui a donné, outre une preuve politique de son soutien, les moyens de réprimer une tentative de coup de force. Mais une garde prétorienne ne peut rien contre la lassitude des bailleurs de fonds. Le risque majeur pour la Guinée pourrait bien être l'incapacité des Guinéens à se réformer eux-mêmes.

Une « dette morale » Depuis plus de vingt ans, la Guinée accepte ces accords léonins. Aux Guinéens qui demandaient une renégociation des accords-bauxite, Mansu a répondu par une fin de non-recevoir. Le président Lansana Conté ne veut, ni ne peut, rompre avec les Soviétiques, pour plusieurs raisons : vu la situation du marché mondial de la bauxite, aucun bailleur de fonds occidental n'est prêt à investir dans le gisement de Kindia ; d'autre part bon nombre de cadres et de militaires ont été formés dans les pays de l'Est et leur influence, au sein même du CMRN, n'est pas négligeable ; enfin, la Guinée estime avoir une sorte de « dette morale » envers l'URSS qui, en 1958, a été le seul pays à lui offrir son aide.

Combien de coopérateurs ? Un millier, dont environ trois cents coopérateurs militaires : les estimations des experts sont approximatives. Confinés à Conakry, au « petit Kremlin » et, à la sortie de la ville, à la « cité soviétique », les coopérateurs russes sont surtout visibles à l'Institut polytechnique (université) où ils exercent un monopole de l'enseignement. Parlant mal le français, les cent treote-cinq professeurs soviétiques et allemands de l'Est ont souvent recours à des interprètes pour se faire comprendre des étudiants guinéens qui, de leur côté, éprouvent bien des difficultés à se plonger dans leurs livres de classe... dont la plupart sont rédigés en russe. Les cours de chimie sont, paraît-il, assez réussis et, pour tout dire, le niveau

5,8 MILLIONS D'HABITANTS



Les Blancs — mis à part les Soviétiques — sont de deux sortes pour les Guinéens : ceux avec qui on « fait des affaires » (bien souvent françaises) et ceux dont le rôle est apparemment d'interdire les « affaires », c'est-à-dire d'assurer la vie économique : les assistants techniques. Paris, de son côté, a fait preuve d'un manque de psychologie en laissant ses coopérateurs militaires — officiellement une cinquantaine, — qui ont formé la garde présidentielle, débambuler dans les rues. Aux civils français s'ajoutait une « armée d'occupation ». « Sékou, disait-on alors dans les quartiers, tu dois te retourner dans ta tombe, — ils — recolonisent. » Cette assimilation entre Blancs et Français a bien évidemment été accentuée par la propagande soviétique, et par tous ceux pour qui les représentants de Paris sont d'abord des gêneurs.

Les officiers qui entourent le président Conté, de même que nombre de Guinéens de l'extérieur — notamment des ministres — qui se dédoublent ainsi de leur retour tardif au pays, en rajoutent, incitant le chef de l'Etat à moins écouter les avis des experts français. Ceux-ci sont

(1) On estime cependant qu'en 1985 la production de l'OBK (Office des bauxites de Kindia) a atteint 3,09 millions de tonnes, pour une valeur d'environ 76 millions de dollars.

Piano Hanlet
Le plus petit des grands pianos.

8950^F Crédit possible
Venez le découvrir :
Pianos Hanlet
264, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris 4766.51.94
21, rue Grange Dame Rose
78140 Vélizy 39.46.00.52

مكتبة الأمل

Voyages



Villa romaine sur le site de Carthage.

BERNARD DESCAMPS/VI

CARTHAGE NE DOIT PLUS ÊTRE DÉTRUITE

Par Emmanuel de Roux et Charles Vial

C'ÉTAIT à Byrsa, faubourg de Carthage, dans le quartier d'Hannibal. Ce dimanche, après une forte pluie d'orage, des promeneurs découvrent la piste luisante d'une poterie éclatée. Les archéologues accourent en hâte pour procéder à une fouille d'urgence. Sur le terrain, ils livrent leur diagnostic : à première vue, il s'agirait d'un vase unique du sixième siècle avant Jésus-Christ, soit quatre cents ans avant la destruction de Carthage.

Mais pour Carthage le mot destruction a-t-il un sens ? Le vœu obsessionnel de Caton l'Ancien — « *Delenda est Carthago* » — a été réalisé par Scipion Émilien en 146 avant Jésus-Christ. Un siècle plus tard, la vieille cité commerçante renaissait de ses cendres. Et si elle fut tour à tour pillée par les Vandales (en 439 après J.-C.), reconquis par les Byzantins en 533 et ravagée par les Arabes en 698, Carthage vit toujours. La preuve ? Le gouvernement tunisien célèbre avec faste le vingt-huitième centenaire de la fondation de la ville. Et ce n'est sans doute pas le seul hasard ni l'exceptionnelle beauté du site qui suffisent à expliquer le choix du président Bourguiba : c'est ici qu'il réside et qu'il a établi le siège de son pouvoir, à une portée de catapulte de la colline de Byrsa, où une équipe d'archéologues français travaille depuis dix ans à dégager un quartier punique surnommé par eux le « quartier d'Hannibal ».

Au sommet de l'éminence, une imposante basilique ocre de style néo-byzantin rappelle les débuts de la colonisation française au siècle dernier. Le cardinal Lavergne implanta ici, sur les lieux où mourut saint Louis, un ensemble de bâtiments ostentatoires. Comme pour rappeler l'antique Carthage chrétienne de saint Augustin face à la moderne Tunis musulmane.

Aujourd'hui, la basilique est désaffectée. Le séminaire des Pères blancs est devenu un musée.

La colline descend vers la mer, parsemée de bosquets. Des villas cossues se cachent à l'abri des hibiscus et des bougainvillées. Au loin, l'on aperçoit la forme indistincte des deux ports antiques. L'endroit a été reconnu dès le milieu du dix-neuvième siècle par l'archéologue R. Beulé ; un an avant Flaubert qui ne parvenant pas à écrire *Salammbo*, est venu jusqu'ici se documenter et « *comprendre ses personnages* ». Plus tard, les Pères blancs exhumèrent plus de deux mille siècles puniques.

Mais ces fouilles n'étaient qu'une première étape. Elles furent reprises avec plus d'ampleur à partir de 1974 sous le

patronage de l'UNESCO. Douze pays participèrent à cette campagne. Les Français, sous la conduite de Serge Lancel, professeur à l'université Grenoble-III, se chargèrent du site de Byrsa. Rude tâche. En 146 avant Jésus-Christ, la ville succomba après un siège interminable et une semaine de combats de rue. Pillée, incendiée, elle fut rasée sur l'ordre du général vainqueur. L'on jeta même, dit-on, du sel sur ses ruines pour la stériliser à jamais.

Pourtant, un siècle plus tard, sous le règne d'Auguste, Rome voulut redonner une capitale à sa

**« Moi, je suis fier d'être un Punique, un descendant d'Hannibal. »
Le site de Carthage ne sera définitivement sauvé que le jour où chaque Tunisien aura conscience de la valeur de ce patrimoine.**

province africaine, l'une des plus riches de l'Empire, son grenier à blé. Des chantiers gigantesques furent ouverts. Travail de Romains s'il en fut, la colline fut écartée sur 2 hectares. La terre rejetée sur ses pentes a enseveli les vestiges puniques. D'énormes murs de soutènement sont bâtis pour encadrer la plate-forme où s'entassaient temples et forum. Ces nouvelles constructions sont assises sur de puissantes piles. Elles subsistent aujourd'hui, et s'appuient sur le sol d'origine, traversant parfois un monument carthaginois.

L'équipe française s'est donc attachée à démêler cet enchevêtrement punico-romain. Les traces les plus anciennes que l'on a repérées sur le terrain — une nécropole — datent du septième siècle avant Jésus-Christ. Ce

cimetière semble avoir été déserté dès le cinquième siècle. La présence de culs de fosse et de tuyères montre que des forgerons y installèrent ensuite leur atelier. Travaillaient-ils sur le glacis d'une citadelle élevée au sommet de la colline ? Nous n'en savons rien. - *L'arassement de la crête nous ôte tout espoir de réponse*, signale Serge Lancel. *Nous ne pouvons pas non plus expliquer cette autre étrangeté : pourquoi ce quartier d'habitation fut-il construit si tard, cinquante ans seulement avant la destruction de Carthage au terme de la troisième guerre punique ?* Une chose est cer-

taine : ces vestiges indiquent que Carthage s'était rapidement relevé après la défaite d'Hannibal à Zama, en 202 avant Jésus-Christ, qui clôt la deuxième guerre punique.

Autre surprise, note l'architecte Gérard Robine, qui a travaillé au sein de la mission archéologique française : « *Tout le monde pensait que la ville punique que l'on allait trouver serait à l'image d'une médina, sillonnée de ruelles tortueuses et enchevêtrées. Nous sommes tombés sur des artères qui se coupent à angle droit. C'était très émouvant.* »

Les rues qui dégingolent vers la mer sont ponctuées d'escaliers. Leur sol n'est pas dallé — comme le seront les voies romaines et comme l'a cru Flaubert. Pas d'égout central : chaque maison a son puits. Les rues, larges de 6 mètres à 7 mètres, isolent des îlots réguliers. Cinq d'entre eux ont été mis au jour. On en a relevé les dimensions : 60 ou 65 mètres de long sur 30 de large, c'est-à-dire environ 30 mètres sur 15. De petits immeubles aux murs crépis de rose les occupent tout entiers. Le volume des citernes souterraines (jusqu'à 20 m³) laisse supposer qu'ils étaient bâtis en hauteur, sur trois ou quatre étages surmontés de terrasses. Un contemporain, Appien, parle même de six niveaux, ce qui semble excessif. Les appartements ne dépassent pas 75 m². Les pièces sont plutôt exigües, parfois aveugles.

Sur la rue s'ouvrent des échoppes. Ici, la présence abondante de bijoux d'obsidienne et de cornaline atteste l'existence d'une joaillerie. Là, un moulin rotatif en pierre volcanique brune indique l'emplacement d'une meunerie. Ces découvertes sont d'autant plus précieuses que les sites puniques sont rares et souvent muets.

Mais l'archéologie, c'est bien connu, est une science qui manie le paradoxe. Tant que les vestiges d'une civilisation demeurent



enfouis, ils sont invisibles mais sauvegardés. Exhumés, ils enrichissent nos connaissances, mais sont désormais menacés. Par les intempéries qui grignotent les fragiles murs en pisé et en briques de terre crue. Par les visiteurs indisciplinés qui s'approprient des lambeaux de mosaïque. Par la végétation qui a tôt fait de violer les tombes patiemment dégagées. Pour la France, le coût de ces recherches, échelonnées de 1974 à

1981, s'est élevé à 1,5 million de francs. Aujourd'hui, Serge Lancel et Jean-Paul Morel, professeur à l'université d'Aix-Marseille qui a pris le relais, sont condamnés à des sondages ponctuels. Rigueur budgétaire oblige. Les Allemands, plus prospères, n'ont pas ce problème. M. Rakob a prospecté le quartier Magon en bordure de mer.

(Lire la suite page 14.)

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL
D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Reservations
chez votre agence de voyage
ou directement auprès de
CHYPRE
4, rue de la République
91000 Evry - Tél. 01 60 50 01 11

Cet hiver, découvrez Chypre et sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosquées gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan. Un voyage fascinant à travers le temps.

Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____ M

NEIGE ROUMAINE

Que diriez-vous, pour changer, d'aller goûter à la neige roumaine ? A Sinaia, Predeal ou Poiana-Brasov, les Carpates vous attendent. Avec ski alpin, ski de fond, bobsleigh, promenades en traîneau, hôtels confortables... Tous les prix s'entendent, bien sûr, remontées mécaniques illimitées comprises. Sachez en profiter.

1 semaine dans les neiges des Carpates, avion compris, à partir de 2.390 F.

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
47 42 50 50
88, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
T. 42.50.50
F. 42.50.50

Je désire recevoir gratuitement votre documentation "Vacances d'hiver en Roumanie"

Nom _____
Adresse complète _____
Tél. _____

SALZBURG A LA CARTE

Conditions spéciales automne/hiver 1986/1987

Avent - Noël - Jour de l'an
Semaine Mozart à Salzbourg
Voyages de noces - Vacances actives
Salzbourg pour les sportifs - Séjours courts
Une semaine ou un week-end
Différentes offres des hôtels, etc.
Demandez notre dépliant détaillé
« La Paquet Salzbourg », s.v.p.
Office de tourisme de la ville
(Stadtverkehrsbüro)
7, Auserpergstrasse, A-5024 SALZBURG
Tél. 1943/662/8072-0 - Téléc 6/33486



Hell PITTER Tel. 1943/662/78571
Telex 633532
Vis a vis Schloß Mirabell und Kongreßhaus

LE JARDIN PARFUMÉ

Livre *Le Jardin Parfumé* traduit d'un manuscrit arabe du XVI^e siècle, par le Baron R... revu et corrigé en 1886 par Isidore Liseux, illustré par un très grand peintre Alain Renoux. Tous les exemplaires sont signés par le peintre « Le Jardin Parfumé pour le déessement de l'esprit ». L'ouvrage est présenté en feuillets de grand luxe séparés sous couverture illustrée, dans un écrin précieusement décoré.

(Œuvre digne de la « Bibliothèque de l'enfer », amateur bibliophile et collectionneur René Chrétien, directeur, garanti le tirage limité et se tient à votre disposition pour tous renseignements... prix... facilités... etc.)

Téléphoner ou écrire à : Édition du Beau Livre de France
22, rue des Colonnes-du-Trône, 75012 Paris - Tél. : 43-07-38-74

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOOGGAR 14 175 ■ TASSILI 14 175
à 300F ■ à 700F
Nomade
50, avenue de la République, 75017 PARIS
Tél. 1.43.23.06.80
Également : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
NIGER • MALI • MAROC
KENYA • TANZANIE
A PIED ET EN 4 x 4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue d'Assas, 75006 Paris
Tél. (1) 50.24.22.60

SAUVER CARTHAGE

(Suite de la page 13.)

La présentation de ses travaux est impeccable, soigneusement entretenue par deux jardiniers tunisiens. L'antiquarian flamboyant seuf abrite des maquettes d'une précision remarquable. Ici, les traces péniques sont plus que jamais mêlées à celles des Romains. « Un mur en mangle toujours un autre », rappelle Serge Lancel.

L'opulence des lieux est attestée par la superficie des villas mises au jour et le luxe de leur décoration. Les archéologues allemands ont même « restitués » une partie de l'enceinte maritime de Carthage. « Restitution fabuleuse », s'exclame Serge Lancel. « A mi-chemin entre ce que l'on trouve sur le terrain et ce que peut imaginer un auteur de bande dessinée. » Avant de décocher la flèche finale : « Les blocs supérieurs de ce mur proviennent du port punique situé à 1 kilomètre de là... »

Deux cent vingt galères, nous apprend Appien, pouvaient se glisser dans la rotonde située au centre du port de guerre. L'emplacement d'une ou deux cales sèches a été repéré : « On ne sait rien des ports puniques avant le IV^e siècle », souligne Serge Lancel. Les archéologues britanniques, tel Cavier inventant un reptile à partir d'une vertèbre, viennent au secours de notre imagination grâce aux maquettes qu'ils nous donnent du port carthaginois et de son successeur romain.

Business is business : aux Américains le port de commerce. Ils n'y ont pas trouvé grand-chose. Aussi se sont-ils éloignés du rivage pour fouiller les abords du Tophet. Lieu d'épouvante et de mystère sous des parterres fleuris. Les descriptions terrifiantes de Flaubert y sont sans doute pour quelque chose. Ici reposent les cendres de plusieurs dizaines de milliers d'enfants sacrifiés pour apaiser les dieux protecteurs de la

cité : Baal-Hamon et Tanit. Parmi les victimes immolées, des mort-nés probablement, des animaux aussi, offrandes de substitution. Les Carthaginois semblent avoir abandonné un temps la pratique de cet holocauste humain qui répugnera tant aux Romains. Ils y revinrent quant la cité fut menacée.

« Les bras d'airain allaient plus vite, nous dit Flaubert. Chaque fois que l'on y posait un enfant, les prêtres de Moloch étendaient la main sur lui pour le charger des crimes du peuple... Les victimes, à peine au bord de l'ouverture, disparaissaient comme une goutte d'eau sur une plaque rouge. » La réalité était sans doute différente. On n'a jamais trouvé trace de l'idole d'airain. Les enfants étaient égarés avant d'être jetés sur un simple bûcher.

L'horreur d'un tel lieu ne pouvait qu'attirer les curiosités. Sa découverte à des heures de roman policier. A la veille de Noël 1921, deux amateurs d'antiquités, archéologues plus ou moins clandestins, le sergent-chef Hicouart et Paul Gelin, un modeste fonctionnaire, achètent à un Tunisien une belle stèle de calcaire noir de plus d'un mètre de haut. Elle représente un personnage portant un enfant dans ses bras. Le vendeur refusait d'indiquer le lieu de sa trouvaille. Pris en filature par les deux compères, il les mit, bien malgré lui, sur la piste d'un gisement archéologique de première importance.

Sous une épaisseur de 6 mètres de terre, on découvrit des milliers

d'urnes surmontées de stèles dédiées à Tanit. Elles contenaient des ossements de très jeunes enfants - moins de trois ans - passés par le feu. Plusieurs missions archéologiques se succèdent sur le terrain. Aujourd'hui, il semble presque à l'abandon. Les remblais s'écroulent. L'herbe proflixe comme dans un vieux cimetière de campagne. Curieusement, aucune des fouilles n'a donné lieu à des publications correctes. « On dirait que, dès le début, affirme Serge Lancel, ce site - le plus ancien de Carthage - a été marqué d'un mauvais sort. »

Tout le destin de Carthage est dans cette alternance perpétuelle d'effondrements et de renaissances. Aujourd'hui, ce ne sont plus les légions de Scipion qui la menacent. Aux outrages du temps s'ajoute un phénomène du vingtième siècle : l'urbanisation sauvage. Ce n'est plus Rome qui est à ses portes mais Tunis. Aussi, le conservateur du site, M. Abdelmajid Ennabli, proclame-t-il avec force : « Carthage est un patrimoine et non un terrain à bâtir. » Le décret du 7 octobre 1985 a créé le Parc archéologique national de Carthage-Sidi Bou-Said. Cinq cents hectares inconstructibles. « On a fait le port du feu, constate M. Ennabli. Les bâtiments parasites ne seront pas détruits. » Un décret est toutefois un rempart bien fragile contre l'appétit des promoteurs souvent puissants. Les deux gardes qui signalent au conservateur toute tentative d'implantation à l'intérieur du périmètre classé ont fort à faire.

ARCHÉO-DEVICES

Des sites archéologiques exceptionnels existent ailleurs qu'en Tunisie. Des mosaïques aussi, rares, il est vrai. Des sites puniques aussi, moins importants. Et des monuments islamiques aussi. Mais toutes ces « facettes » réunies dans un seul pays avec une infrastructure de transports et d'hôtels, c'est cela la Tunisie.

Ainsi parle M. Ahmed Smaoui, directeur général de l'Office national du tourisme tunisien, qui rappelle que son pays dispose de 100 000 lits pour les touristes. Ceux-ci viennent au nombre de 2 millions chaque année, ce qui représente 14 millions de nuitées annuelles. Le tourisme est le premier poste de recettes en devises pour la Tunisie (20 % des recettes en devises). Il n'est pas cependant le fondement de la richesse nationale puisqu'il ne représente que 5 % du PIB. Les touristes français sont les plus nombreux (400 000) ; mais ils séjourneront moins longtemps que les 250 000 Allemands. La Tunisie voudrait attirer 1 % (4 000) des 400 000 Japonais qui viennent en Europe et les Américains du Nord qui, en trois semaines, visitent cinq ou six pays.

Le site ne sera définitivement sauvé que le jour où chaque Tunisien aura conscience de la valeur de ce patrimoine commun. Le jour où chaque Tunisien pourra reprendre à son compte la boutade de ce jeune guide qui déclarait dans un grand rire : « Mol, je suis fier d'être un punique, un descendant d'Hannibal ! » On en est encore loin. Même si la Tunisie est le seul pays du Maghreb qui semble s'intéresser à son passé pré-islamique. Elle a formé soixante archéologues de bon niveau qui travaillent actuellement aux quatre coins du pays. Mais pour la majorité des Tunisiens, l'histoire de leur terre commence au septième siècle de notre ère avec l'arrivée d'Hassan Ibn Noman, l'envoyé du calife Omeyyade, sous les murs de Carthage. La visite massive d'écoliers et d'adultes sur la colline de Byrsa n'est pas pour demain, regrette M. Ennabli.

Si les autorités tunisiennes commencent avec tant d'éclat la naissance de la cité phénicienne, c'est aussi pour promouvoir dans leur pays un tourisme différent. Il ne s'agit plus de vendre du soleil, du sable et de la mer, comme tant d'autres. Le passé prestigieux de la Tunisie peut être, lui aussi, source de devises. Les responsables tunisiens font le pari que le tourisme culturel a ses chances.

Ces fêtes mettent enfin l'accent sur quelque chose de plus impalpable. L'exposition inaugurée solennellement à Tunis par le premier ministre Rachid Far « Initiative : De Carthage à Bourguiba ». Le « Combattant suprême » se verra-t-il l'héritier d'Hannibal ? Il célèbre en tout cas, dans le même mouvement, les deux mille huit cents ans de Carthage et trente années d'indépendance. Célébrer c'est prendre date dans l'histoire. A cette échelle, la présence française retrouvée si précieusement relative. Recevant récemment des représentants de l'Union des femmes tunisiennes devant les caméras de la télévision, le président Bourguiba s'exclama : « La France n'a rien fait de bon en Tunisie. Mais elle a fait Bourguiba... »

EMMANUEL de ROUX
et CHARLES VIAL

ALIX HISTORIEN



Le 28^e centenaire de la fondation de Carthage a permis l'ouverture de deux expositions dans l'ancien séminaire de Byrsa. L'une, préparée par M^{me} Anne Semrat, préfigure le futur musée de Carthage, qui occupera dans quelque temps tout le bâtiment. M. Ennabli espère pouvoir y faire venir quelques-uns des mosaïques qui peuplent le palais du Barde à Tunis.

L'autre exposition - temporaire - est organisée par l'Association Clavis. Cette dernière s'est fixé pour objet de participer à la diffusion de connaissances historiques, connaître son président, M. Pierre Fornal. En utilisant en particulier le support de la bande dessinée. Ainsi nous ne pourrions ignorer le personnage de Jacques Martin, Alix, dont les albums sont souvent utilisés par les enseignants à des fins pédagogiques.

Autour de ses dessins fortement agrandis, Pierre Fornal et son équipe ont disposé des objets et des maquettes rappelant les aventures d'Alix et d'Éliak sur ces rivages. L'image de Carthage est pourtant bien noire dans l'œuvre de Jacques Martin (voir *Le Tombeau étranger et le Spectre de Carthage*), qui reprend à son compte les sacrifices à Moloch tels que Flaubert les a décrits. Mais la précision de son dessin et son souci de détail authentique - même si les anachronismes sont nombreux - font de ces albums une excellente initiation pour les néophytes au monde romain comme au monde péninsulaire.

VOYAGES CULTURELS EN URSS
Vieille Russie.
Caucase, carnaval russe : 8 jours de 3900 F à 4300 F.
Révolutions Moscou-Leningrad, vieille Russie : 13 jours, 5990 F.
CLIO, 18, rue de la Procédure, 75015 PARIS
Tél. 47-34-63-43 (071) 47211



Riad
Tous les dimanches.
Départ 20 h 50 d'Orly-Sud.
Arrivée 8 h 05 via Vienne.
Choisissez la qualité !
En Première classe
comme en classe Touriste,
Austrian Airlines vous offre
un service de haut niveau.
Et le confort de ses DC9.
Austrian Airlines
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 42.66.34.66

مكتبة تراثية

PORTES OUVERTES A GIBRALTAR

Le rocher n'est plus isolé. Bonne affaire pour les touristes. Pour les citoyens britanniques aussi, qui ont à nouveau l'Espagne à leur porte.

SOLIDE comme un roc, Gibraltar! Et plus solide que jamais, semble-t-il, depuis que s'est ouverte, voilà un peu plus d'un an, la farouche barrière qui isolait le rocher du continent espagnol. Ce fait historique n'a pas suscité de réaction spectaculaire. Cependant, tout a changé.

Posté en chien de garde entre Méditerranée et Atlantique, ce rocher de 5 kilomètres carrés a toujours joué un rôle important. Pour les premiers navigateurs, il marquait la frontière entre la mer familière et l'océan des aventures incertaines. Par la suite, point stratégique aisément défendable, il fut constamment conquis et reconquis, passant des Arabes (Gibél Tarik lui laissa son nom) aux Espagnols alternativement, puis des Espagnols aux Anglais tour à tour, pour rester définitivement aux mains de ces derniers après les élections libres de 1967, par lesquelles la population choisit elle-même la domination britannique. D'où le blocus espagnol, le nom même de Gibraltar disparaissant des cartes géographiques et des poteaux indicateurs...

On imaginait, raconte Jonathan Searle, directeur du *Gibraltar Chronicle*, le seul quotidien local — qui eut son heure de gloire en octobre 1805 en annonçant le premier la nouvelle de la bataille de Trafalgar, — on s'attendait que l'ouverture des portes déclencherait un rush des Espagnols vers cette ancienne possession. Il n'en fut rien. Mais plutôt l'échappée ravie des Anglais vers la Costa del Sol...

On le comprend aisément. Bien que particulièrement fiers de garder fidèlement ce territoire, tels des seigneurs en leurs places



fortes, les membres de la petite colonie ne pouvaient pas ne pas souffrir de leur interminable isolement, de leur dépendance, de l'étroitesse de leur champ d'action, du manque d'échanges avec le passionnant pays dont ils se trouvaient coupés.

Trente mille habitants se partagent une infime partie de cette presque rocheuse devenue île par force, alimentée en vivres et en eau par le Maroc voisin et la lointaine mère patrie, contraints, s'ils avaient envie de passer leurs vacances à quelques kilomètres de là, de prendre d'abord l'avion via Londres avant de revenir en simples touristes, ce n'est pas drôle!

Aujourd'hui, pour les Anglais, travailler à Gibraltar est devenu un rêve. Nombreux sont ceux qui s'installent sur la côte dans les belles villas qui se construisent. Un monde s'est ouvert dont ils ont le meilleur.

D'autant plus que les rapports ont bien changé entre l'Espagne et l'Angleterre : les deux pays possèdent un roi, cela crée des liens... Et puis, après dix années de démocratie, l'Espagne a enfin rejoint la Communauté européenne. Cela rassure. Ainsi, en dépit de la question de souveraineté toujours omniprésente, tout va donc pour le mieux sous le soleil, et le tourisme en profite plus que jamais. Les visiteurs sont innombrables. Les Espagnols, bien sûr, curieux de ce site chargé d'histoire, et les autres, venus du monde entier. Tout cela nécessite une modernisation de l'infrastructure hôtelière, un réaménagement des plages, fort agréables au demeurant. Restaurants, hôtels, boîtes de nuit, boutiques élégantes où l'on trouve, moins chers qu'ailleurs, objets et dentelles de luxe, Gibraltar est devenu le must de la Costa del Sol.

Qui pourtant pourrait supposer quelque charme à ce rocher aride surgissant des flots, dont la silhouette impressionne lorsqu'on l'aperçoit de loin? Sa façade est à pic, présente une étrange aire verticale artificielle : il s'agit d'un immense collecteur d'eau de pluie. Mais lorsqu'on arrive par la route, le rocher, façade ouest, avec ses pentes boisées et sa ville couchée sagement à son flanc, apparaît collé. Un isthme sablonneux le relie à la terre, traversé par une étonnante piste d'atterrissage qui, elle, va se perdre en mer.

Sinueuse et précaire, la route grimpe jusqu'au sommet, s'arrêtant parfois vertigineusement devant les sites à ne pas manquer : le château maure — dont il ne reste que la tour d'Homage, illuminée le soir, et qui servit de garnison pendant huit cents ans aux diverses armées ; l'étonnante galerie d'Ince, travail « digne des

Romains » qui permit l'installation de canons durant le grand siège, et aux Anglais de l'emporter encore. Des personnages de cire, copies conformes, y ressuscitent les scènes du passé. On sent même un relent de poudre... Et enfin, la grotte Saint-Michel, l'une des plus spectaculaires grottes naturelles d'Europe, aux impressionnantes stalactites et stalagmites, aux couloirs et salles descendant jusqu'à 83 mètres

sous l'entrée. Il s'y donne des concerts très romantiques.

Du sommet, la vue, superbe, embrasse la côte méditerranéenne d'Espagne jusqu'à Fucugiola, et, juste en face, la terre d'Afrique détachant sur le ciel le mont Abyla, avec Ceuta, l'enclave espagnole à ses pieds. La brise marine apporte par vagues le parfum des fleurs, l'odeur des pierres surchauffées et le crissement des mouettes survolant le port.

Et les fameux singes? Ils sont toujours là, haut perchés quelque part. Le musée installé sur d'anciens bains romains, la bibliothèque de la garnison, exceptionnelle, les jardins de l'Alameda sont remplis de charme et de choses curieuses et intéressantes. A cela s'ajoute l'atmosphère très particulière que dégage, pour nous Français, toute colonie britannique et qui donne ce cachet inimitable, ce côté un peu surréaliste : Gibraltar, tel un navire...

Mais un navire bien ancré! Les banques ne s'y trompent pas, qui, de plus en plus nombreuses, s'y installent. Tant et si bien qu'il semblerait, qu'à l'instar des îles Calmans, de l'île de Man et autres possessions ensoleillées de la Couronne, mais infiniment plus accessible désormais, sur une côte en plein essor qui sait retenir les investisseurs, Gibraltar soit en passe de devenir le lieu privilégié où se combinent allègrement les loisirs et les affaires.

CHANTAL DE ROSAMEL

Repères

► GIBRALTAR TOURISM OFFICE. — The Piazza, Main Street, Gibraltar. Vols quatre fois par semaine à partir de Londres sur British Airways ou Gibraltar Airways. Renseignements : British Airways, 91, avenue des Champs-Élysées. Tél. 47-78-14-14.

**JE VOYAGE
COMME JE VEUX
AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES**

**LE VOL.
PARIS MONTREAL
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 2 200 F**
50 RUE RAMBUTEAU 75003 PARIS 42 73 10 64

**NOUVELLES
FRONTIÈRES**

Le Mexique
Après un voyage aux
Etats-Unis
pourquoi ne pas
continuer
sur le Mexique?

Vous avez déjà traversé l'Atlantique et souhaitez vous amuser, vous détendre. Le Mexique est là. A quelques heures d'avion, c'est un autre monde.

Avec un passé romantique exaltant qui remonte à plus de 3.000 ans, et vit toujours dans 11.000 sites archéologiques.

Son présent aussi est spectaculaire, avec ses stations balnéaires ultra-modernes, ses plages vierges inondées de soleil, l'entrain de sa musique Mariachi, et l'accueil chaleureux de sa population souriante.

Pour plus de renseignements, consultez votre agence de voyages ou remplissez, dès maintenant, ce coupon-réponse.

APPRECEZ LA CORDIALITÉ DU MEXIQUE.

à renvoyer à: OFFICE DU TOURISME DU MEXIQUE 34, avenue George V, 75008 PARIS. Tel. 47 20 69 15. Veuillez m'adresser de plus amples informations

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL | | | | | BUREAU DISTRIB _____

« Deux mille jeunes pour la forêt »

La garrigue à mains nues

M. Alain Carignon, ministre de l'Environnement, a supervisé, jeudi 30 octobre, l'opération « Deux mille jeunes pour la forêt »...

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Le spectacle est touchant : sur un plateau désolé où les chênes verts de la garrigue dressent leurs branches noircies par les feux de juillet...

Tous ces jeunes déployés sur le plateau de Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône) viennent, en effet, de milieu urbain. On trouve aussi bien des « pionniers » envoyés par les Scouts de France...

Cousteau mené en bateau

Le commandant Cousteau mené en bateau par les militaires, c'est un fait : le voici donc, sous les objectifs des caméras...

Pré-élection suspecte, a conclu le commandant Cousteau, qui annonce son intention de poursuivre son combat, non pas contre un « bon feu » entre l'éco et le commandant...

brûlé sur 1900 hectares l'été dernier...

La municipalité de Saint-Cannat a prêté son gymnase pour l'hébergement ; l'armée, ses lits de camp, ses couvertures...

On ne saurait tout prévoir dans une opération largement improvisée. L'initiative de celle-ci revient, en effet, au ministre de l'Environnement...

Ce n'est pas exactement l'objet de l'opération, en effet. Mais comment ne pas penser aux jeunes défavorisés livrés à eux-mêmes pour deux jours de vacances...

Les ingénieurs, techniciens et agents de l'ONF ne sont pas transportés d'enthousiasme à la perspective de faire ainsi de la « garderie » pendant cinq jours autour de chantiers à très faible rendement.

« Pendant que les adultes récriminent ou se plaignent des contraintes d'une opération « publicitaire et médiatique », les jeunes, eux, s'en donnent à cœur joie. A part quelques scouts qui ont déjà fait du « guet » ou du débroussaillage...

« Dans cette opération, l'important n'est pas la quantité de travail fournie, explique M. Roger Franco, le directeur régional de l'ONF... »

ROME de notre correspondant

Dans une lettre aux évêques rendue publique le jeudi 30 octobre, la Congrégation pour la doctrine de la foi a jugé nécessaire de rappeler la position catholique sur l'homosexualité...

« un comportement intrinsèquement mauvais du point de vue moral ». Ce texte appelle certes les pasteurs de l'Eglise à condamner les « expressions malveillantes » et les « gestes violents »...

La lettre se réfère à l'ancien Testament, aux épîtres de saint Paul, à la « tradition vivante » et au magistère de l'Eglise catholique.

car II et la déclaration de 1976 « sur quelques questions d'éthique sexuelle ». Ce rappel est apparu nécessaire, parce que « la condition homosexuelle a donné lieu à des interprétations excessivement bienveillantes ».

En revanche, les évêques devront soutenir « le développement de formules spécialisées de pastorale des personnes homosexuelles », en choisissant pour les mettre en œuvre des ministres d'une réelle « fidélité au magistère » et d'un « degré élevé de maturité spirituelle et psychologique ».

que les personnes ayant une tendance homosexuelle soient nettement dissuadées de croire que sa « réalisation » est « une option moralement acceptable ».

Que doit faire, dès lors, « une personne homosexuelle qui cherche le Seigneur » ? Conscients de risquer la « dérision », les auteurs de la lettre l'invitent à « porter la croix », à pratiquer « le renoncement de soi »...

Car, conclut le texte, « les souffrances ne peuvent qu'être aggravées par l'erreur et soulagées par la vérité ».

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Des associations chrétiennes d'aide aux homosexuels existent en Europe et aux Etats-Unis. Citons en France le Centre du Christ Libérateur, David et Jonathan, et, en RFA, l'Arbeitsgruppe Homosexuelle und Kirche.

Dans une lettre aux évêques

Le Vatican condamne les tendances homosexuelles

« Infirmité »

La condamnation réitérée par le Saint-Siège de l'homosexualité, contraire à l'ordre naturel — « une infirmité », avait dit en 1982 Mgr Elchinger, ancien évêque de Strasbourg...

La nouveauté est que cette condamnation est devenue plus stricte aujourd'hui aux simples tendances homosexuelles. En visite aux Etats-Unis le 5 octobre 1979, le pape lui-même avait tenu à faire la distinction entre l'activité homosexuelle — « moralement mauvaises » — et l'incarnation, la lettre aux évêques du 30 octobre ne nie pas cette distinction...

qui leur accorderait une caution morale. Un évêque français, Mgr Lheureux de Perpignan, avait défrayé la chronique, il y a douze ans, en soutenant que les homosexuels puissent accéder aux sacrements. Divers groupes d'homophiles chrétiens, soutenus par des prêtres, ont repris, depuis, cette revendication. Réagissant sous l'autorité de l'épiscopat français, un texte de juin 1981, « Sexualité et vie chrétienne », proposait aussi une approche plus positive : « Si les homosexuels cherchent loyalement à donner sans à tort finit que représente l'homosexualité, on ne voit pas au nom de quoi des prêtres pourraient leur refuser, plus qu'à d'autres, l'accès aux sacrements ».

Ce sont ces tentatives pour permettre une plus grande tolérance de la part de l'Eglise catholique qui sont aujourd'hui réprochées. Toute recherche théologique susceptible de remettre en cause sa position traditionnelle est même sanctionnée, comme l'a récemment montré l'affaire Curran aux Etats-Unis. Archevêque de Seattle, Mgr Raymond Hunthausen, quasiment déchargé de toutes ses fonctions il y a quelques semaines par le Vatican, suit les limites de cette sollicitude pastorale envers les homosexuels, aujourd'hui recommandée aux évêques. Il connaît le prix de leur transgression.

HENRI TINCO.

Une assemblée plénière de routine

L'épiscopat engage une consultation sur le clergé

LOURDES de notre envoyé spécial

L'Assemblée plénière des évêques, qui a pris fin le jeudi 30 octobre à Lourdes, a singulièrement manqué de relief. Un certain bruit était même perceptible chez beaucoup de participants.

Elle est à la fois instance de décision de la conférence épiscopale et lieu d'échanges libres entre des évêques qui ne se retrouvent qu'une fois par an au moins. Les discussions s'étaient sur plusieurs années et leur intérêt souvent s'éteint.

L'assemblée de 1986 n'a fait qu'ouvrir des chantiers. Ainsi, sur la question des prêtres et des laïcs, les évêques ont décidé d'organiser une consultation, dans tous les diocèses, sur l'évolution du rôle du prêtre, sa vie spirituelle et sa situation matérielle. Une évaluation sera faite courant 1987 et des orientations seront définies l'année suivante.

S'ajoutant de l'écologie, la discussion n'a abouti à aucune décision concrète, mais un cadre a été tracé. L'appel lancé à tous les « baptisés » (le Monde du 30 octobre), est une invitation pressante à dépasser les cloisonnements habituels dans l'Eglise de France entre les prêtres et les laïcs, entre ceux qui assurent des tâches internes (catéchèse, aumônerie, services divers) et les militants engagés à l'extérieur, entre les mouvements d'action catholique et le Renouveau charismatique.

L'islam était le troisième thème principal de cette assemblée. C'est la première fois que le hiérarchie catholique se penchait ainsi sur la situation des deux millions cinq cent mille musulmans qui représentent la deuxième religion en France. Avec le concours de deux experts, elle s'en est tenue cette année à une session de formation. L'épiscopat entend se donner, pour l'avenir, les moyens d'une approche plus réaliste de l'Islam dont la présence en France est désormais perçue comme un phénomène irréversible.

L'assemblée de Lourdes a enfin pris une décision concrète. Le vicarier général aux armées (deux cent quatre-vingt-deux aumônes militaires) est érigé en diocèse, Mgr Jacques Fihey prenant le titre d'évêque-vicaire aux armées. M. Louis Gabon, ancien secrétaire

général du Secours catholique, est chargé d'élaborer un « plan de solidarité » destiné à introduire une plus grande cohérence entre tous les organismes, services et mouvements de l'Eglise catholique qui collaborent aux questions d'urgence, de développement et de missions à l'étranger. Enfin, deux évêques, Mgr Jean Bolland (Dijon) et Mgr Jean Hervé (Viviers), font leur entrée au Conseil permanent, c'est-à-dire à l'instance exécutive de l'épiscopat.

H. T.

Les assises nationales de l'école catholique

Des postes pour rassurer le privé

La perspective de l'inscription de deux cents à deux cent cinquante postes supplémentaires pour l'enseignement privé au budget 1987 de l'éducation nationale, a conduit le chanoine Paul Guibertean, secrétaire général de l'enseignement catholique, à tempérer les inquiétudes qu'il avait exprimées sur les difficultés matérielles de son secteur.

« La situation sera impossible à gérer pour la rentrée 1987 », avait-il déclaré récemment. « L'école libre vit ! » pouvait-on lire sur les banderoles confectionnées par des enseignants à l'occasion des Assises nationales de l'école, organisées par l'enseignement catholique, du 28 au 30 octobre, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). Comme pour marquer le retour à la sérénité après les années troublées où les scandales dans les rues « L'école libre vit ! »

La rallonge de postes a été annoncée en début de semaine par le ministre de l'éducation nationale, lors d'un entretien avec M. Jacques

Barrot, député (CDS) de la Haute-Loire, et président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement ; elle devrait être présentée la semaine prochaine au cours du débat sur le budget de l'éducation à l'Assemblée nationale. Elle complète la création de trois cent vingt nouveaux contrats d'enseignants déjà inscrits au budget 1987, et les quatre cents autres nouveaux postes créés au collectif budgétaire de 1986.

Cette sollicitude de dernière minute devrait servir à consolider la rénovation pédagogique des collèges privés, déjà entamée « à moyens constants », et à éviter, selon le père Guibertean, d'« épiner les enseignants » engagés dans cette tâche, en réduisant l'attractivité de l'enseignement des PEGC, comme dans le public.

Mais l'heure n'était pas aux revendications à Nogent-sur-Marne où un millier de maîtres ont partagé leurs expériences de l'innovation

pédagogique et tenté de définir « un projet éducatif pour les dix ans à venir ». Pour l'enseignement catholique, il s'agit aussi de reconstruire l'image sur des préoccupations pédagogiques et d'effacer les dernières traces de la guerre scolaire.

Le projet éducatif catholique a finalement été proclamé sous la forme d'une déclaration des « droits de l'écolier » qui reconnaît notamment « le droit d'être (...) accueilli sans discrimination », « d'être éduqué à l'autonomie et à la liberté (...) » et « le droit à la reconnaissance de ses origines culturelles ». Seuls deux des douze articles font expressément référence aux croyances religieuses.

Ces assises furent probablement la dernière manifestation publique organisée par le chanoine Guibertean, en tant que patron de l'enseignement catholique, puisqu'il doit être nommé recteur de l'Institut catholique de Paris (le Monde du 29 octobre).

PHILIPPE BERNARD.

VOUS AVEZ LA RAGE. NOUS VOUS DONNONS LES MOYENS DE MORDRE. FONDATION JACQUES DOUCE

سكناں ہنری

Le Monde SPORTS

Après l'échec de la candidature de Paris aux JO de 1992 Le grand stade de la réflexion

« Venez, vaches, cochons, corvées », que reste-t-il, après l'échec de Lannemezan, des beaux projets que nourrissait Paris pour les JO de 1992 ? Une semaine pour pour voir les décisions du CIO, M. Jacques Chirac a tenu le 24 octobre une conférence de presse à l'Hôtel de Ville. « Il faut prolonger l'élan créé par la candidature de Paris, s'il est en substance, et en profiter pour favoriser le sport et le développement de la capitale. » L'idée d'une candidature en 1996 n'est pas abandonnée. Plus que le projet de stade de 80 000 places dans la perspective de la Coupe du monde de football en 1998.

vière, redoute que cet équipement olympique ne dégénère, faute d'argent, en une banale et populaire base de loisirs avec pédalos et pêcheurs à la ligne. Quant à celui de Brétigny-sur-Orge (Essonne), où les meilleurs tireurs du monde avaient prévu leur ligne de mire, il doute lui aussi. Bien que la région parisienne manque d'un grand stade olympique, la fédération de tir paraît hors d'état de financer seule une telle installation.

beaucoup d'écaus politiques, notamment avec les maires riverains du bois. Pourtant l'idée d'une candidature de Paris aux JO de 1996 a été pas enterrée. Il faudra se décider d'ici l'an prochain, et le verdict du CIO sera prononcé en 1990. Alors on songe que le stade serait beaucoup mieux placé au Tremblay. Il serait admirablement desservi par la voie ferrée de grande ceinture sur laquelle déjà passe le TGV Lille-Lyon. Quand l'étoile des TGV vers l'Atlantique et le Nord sera achevée, le site du Tremblay se trouvera à quelques heures de la plupart des provinces françaises et des pays d'Europe.

Lyon et lancer un nouveau pont entre la gare de Lyon et celle d'Antony. Budget voté : 500 millions de francs. Sur la rive droite, ceux des pionniers qui souhaitent rester dans le secteur ont accepté qu'on les réinstalle au bout du parc de Bercy. Leur dévouement libère, à partir de 1989, 13 hectares, qui seront aménagés en jardin avec terrasse sur la Seine et accès aux quais. En arrière s'élèveront les immeubles d'un nouveau quartier accueillant 1 500 familles.

A dire vrai, l'ambiance est très différente selon que l'on interroge les urbanistes ou les personnalités sportives. Pour ces dernières, l'avenir n'est pas rose. Disparu le stade nautique désormais inutile. Une société privée y substituerait peut-être sur le site de l'héliport d'Issy un aquarium qui fera davantage l'affaire des gamins que des seigneurs. Envoyé aussi la rénovation du vélodrome de la Croix-de-Bercy que l'Union sportive des employés du métro envisage de remblayer pour en faire un stade.

M. Nelson Paillon, lui, a demandé audience au maire de Paris. « Il est impensable, dit-il, que la capitale de la France soit privée d'un très grand stade. » Il guigne 1992 quand même, et voit fort bien 80 000 spectateurs honorer Coubertin dans une vaste enceinte plantée dans le bois de Vincennes. Cela justifie avant l'ouverture des Jeux à Barcelone ? Une revanche qui coûterait fort cher et à laquelle les services municipaux ne tiennent guère.

Une poignée de compensations En attendant, Guy Druet, adjoint au maire chargé des sports, annonce une poignée de compensations : la rénovation de la piscine des Tourelles dans le vingtième arrondissement, l'agrandissement du stade de Coubertin et la réactivation de la halle Georges-Carpentier dans le treizième arrondissement.

Les urbanistes, eux, n'ont pas été dupés par la décision de Lannemezan. Ils assurent même que, moment arrêté par l'incertitude, leurs chantiers vont redémarrer. Sur soixante-dix hectares, le sud-est de Paris est promis à une belle effervescence. De 1987 à 1992, on va doubler le pont de Bercy, élargir la voie sur berge à la hauteur de la gare de

L'open de tennis de Paris Le numéro un en loterie

Numéro un. Numéro deux. Futur numéro un. Ex-numéro deux. Qui, de Yannick Noah ou de Henri Leconte est le meilleur tennismen français ? Le premier tournoi international de Paris-Bercy serait pu en décider, mais les deux hommes — l'un convalescent, l'autre victime d'un « tour de rein » — sont en petite forme.

che au-dessus de sa tête. « A cause de ma cheville, je ne me suis pas entraîné au smash depuis cinq mois », a expliqué Noah, habituellement très difficile à loker.

Pour bien faire, il faudrait que les deux meilleurs joueurs français, Yannick Noah et Henri Leconte, se rencontrent dimanche en finale du premier Open de Paris. Cela résoudrait le dilemme de la commission

Mais, pour le reste, il a vu juste : influencé par les déplacements de François, le Tchecoslovaque a perdu les points les plus importants des deux dernières manches. Un tel coup de poker peut-il réussir contre des joueurs plus expérimentés ?



MARTELL

Le monopole des contrats publicitaires Un marchand de l'olympisme

Créée fin 1982 à l'initiative de M. Horst Dassler, propriétaire de la firme Adidas, ISL Marketing assure la commercialisation d'événements sportifs comme les Coupes du monde et les championnats d'Europe de football, les championnats du monde de volley-ball et d'athlétisme. Elle est depuis 1983 l'agent commercial exclusif du mouvement olympique. Peu avant la désignation des sites olympiques de 1992, M. Dassler a été soupçonné d'avoir utilisé sa position pour influencer le vote du CIO en faveur de Barcelone.

Quel est le rôle exact d'ISL Marketing dans le monde sportif ? M. Didier Forterre, général d'ISL Marketing France, qui, outre le territoire national, couvre l'Afrique, la France, l'Amérique latine, a répondu à nos questions. refusé, justement pour éviter le procès qui nous est fait. « De plus, la charte olympique interdit de commercialiser des Jeux avant la fin des précédents. Nos contrats avec le mouvement olympique expirent en 1990. Le programme de Séoul a été un test. Au terme de celui-ci, le CIO décidera s'il doit être reconduit et dans quelles conditions. »

internationales des contrats à durée déterminée aux termes desquels nous devenons leur agent conseil exclusif en matière de communication. Pendant cette période, nous ne traitons pas les événements au coup par coup, mais nous cherchons à commercialiser l'ensemble du programme sportif à un nombre restreint d'entreprises, chacune ayant les mêmes droits et l'exclusivité dans sa catégorie de produits. Nous vendons, par exemple, le programme football 1986-1990 — Coupes d'Europe, championnat d'Europe des nations et Coupe du monde féminin — à une douzaine de grosses sociétés. Même chose pour l'athlétisme : notre contrat signé en 1985 avec la FIAA comprend soixante et onze compétitions internationales et, comme point d'orgue, les championnats du monde de Rome en 1987.

Les œuvres de Thérèse de Lisieux sont aux Éditions du Cerf. Pour votre DÉMENAGEMENT ODOUL AGENT DE demeco 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas 75019 Paris

« Qu'est-ce que ISL Marketing ? — C'est un groupe dont la maison-mère est à Lucerne et qui dispose de bureaux à New-York, Londres, Paris, Munich, Tokyo, Séoul, et bientôt Rome. Les capitaux sont détenus majoritairement par la famille Dassler, propriétaire d'Adidas (51 %), et par l'agence de publicité japonaise Dentsu (49 %). L'objectif était de créer une agence de sponsoring chargée de commercialiser de grands événements sportifs de caractère international ; il était donc logique que s'associent un grand du sport et un grand de la communication, tous deux d'envergure internationale. — Qu'est-ce qui vous différencie de vos concurrents, McCormack, Fraser et West-Nally ? — McCormack et Fraser s'intéressent, en premier lieu, aux sportifs, alors que nous traitons avec des organisateurs d'événements. Notre concept est forcément plus proche de celui de West-Nally. Lorsqu'elle a commercialisé les coupes du monde de football de 1978 et 1982, cette société était contrôlée par Adidas. Mais les rapports conflictuels entre M. Horst Dassler et M. Patrick Nally, deux fortes personnalités, ont conduit à la rupture juste avant le Mondial 1982. M. Dassler a alors choisi de créer un nouveau groupe avec un nouveau partenaire. — Quel est le système ISL ? — Nous signons avec des organismes comme la FIFA et l'UEFA pour le football, le FIVB pour le volley-ball, la FIAA pour l'athlétisme et d'autres fédérations nation-

« Notre situation de monopole ne nous attire pas que des amis. Cette accusation ne nous a pas surpris. Elle n'est pas arrivée par hasard, mais au moment où un certain nombre de gens cherchaient à justifier un échec qu'ils pressentaient. J'ai l'impression que Paris n'était livré à une auto-intoxication sur ses chances réelles. Il fallait préparer l'atterrissage difficile en désignant un bon émissaire : le vilain argent des vilains capitalistes. En fait, quand Paris a lancé sa candidature, le choix de Barcelone était quasiment fait. — Pour ISL Marketing, le choix entre Paris et Barcelone avait-il une importance ? — Aucune. Notre rôle est de commercialiser de façon internationale un programme sportif, quel que soit l'endroit où il se trouve. Quant à M. Dassler, c'est un industriel présent dans tous les pays du monde, son souci est de vendre des chaussures, sans exclusive. Nous avions été contactés par des villes candidates afin d'étudier pour elles un projet de commercialisation. Nous avions

LES HEURES DU STADE

Athlétisme
Le marathon de New-York. Dimanche 2 novembre à 16 h 25 (heures françaises). Canal Plus, codé, direct.

Tennis
Open de Paris-Bercy. Jusqu'au dimanche 2 novembre au POPB (A 2, samedi de 15 h à 18 h et à partir de 23 h 15 ; dimanche, finale à partir de 15 h 25).

Cyclisme
Les Six jours de Grenoble. Du 29 octobre au 3 novembre.

Rugby
Sélection régionale - All Blacks à Perpignan : France A' - URSS à Ségès. Samedi 1^{er} novembre.

Basket
Championnat de France. Première phase (cinquième tour retour). Samedi 1^{er} novembre à 20 h 30.

Football
Championnat de France. (Six-septième journée). Samedi 1^{er} novembre à 20 h 30.
Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes. Deuxième tour retour. Bordeaux-Benfica à Bordeaux. Mercredi 5 novembre à 20 heures.
Coupe de l'UEFA. Deuxième tour retour. Spartak Moscou-Toulouse à Moscou. Mercredi 5 novembre à 20 heures.
Escrime
Coupe du monde de sabre junior. Samedi 1^{er} et dimanche 2 novembre à Dourdan (Essonne).
Voile
Coupe Louis-Vuitton. Deuxième round Robin. Du 2 au 18 novembre à Fremantle.
Squash
Championnats de monde individuels. Du 4 au 11 novembre à Toulouse.

nationale de classement. Auquel des deux, en effet, attribuer le numéro un français pour la saison prochaine ? A Noah, qui, grâce à ses performances au début de l'année, reste en tête du classement de l'ATP et du Grand Prix, en dépit d'une blessure à la cheville, longue à guérir ? A Leconte, qui a obtenu les meilleurs résultats dans les tournois du grand chelem et qui a permis à l'équipe de Coupe Davis de rejoindre le groupe mondial ? Leur confrontation sur le court permettrait de trancher. Il y a peu de chance qu'elle se produise. En quarts de finale, les deux Français devaient se rencontrer, le vendredi 31 octobre, des adversaires qui les ont déjà battus cette année : Noah s'est incliné deux fois devant l'Américain Mayotte et, à Roland-Garros, Leconte a été battu en demi-finale par le Suédois Pernfors. Faute d'une solution objective à ce « combat de chefs », il faudra donc se contenter d'appréciations subjectives. Comment, par exemple, se sont-ils qualifiés pour les quarts de finale à Bercy ? « J'ai fait ça au bluff », a avoué Noah, après avoir bataillé trois manches contre le Tchecoslovaque Novacek. Dominé dans l'échange par cette belle force de la nature, le Français s'est résolu à monter au filet « en chaussettes », comme on dit familièrement au bord des courts quand la préparation de la volée a été médiocre. Il n'a su saisir l'occasion, impuissant, quelques balles en clo-

CYCLISME Le temps des « Six Jours »

Courses d'endurance sur piste autrefois, les « six jours » ont fait place à un spectacle sportif qui s'apparente un peu au théâtre. Les vélodromes jouent en soirée. Pour que le spectacle soit réussi, il est indispensable que les acteurs aient du talent car le métier de « six-day-man » ne s'improvise pas. Il faut encore que les coureurs soient servis par une bonne mise en scène, ce qui n'est pas toujours le cas. Au palmarès olympiques de Bercy, l'an passé, elle manquait de consistance, d'imagination et, pour tout dire, d'éclat. Quel qu'il en soit, les « six jours » constituent toujours un excellent exercice pour les professionnels. Ils en tirent un large profit, la belle saison venue, lorsqu'il s'agit de rouler ce peloton ou de disputer un sprint.

Le calendrier des Six Jours européens 1986-1987 comprend une quinzaine de compétitions dont six en Allemagne et deux en France. La première à Grenoble, du 29 octobre au 3 novembre, la seconde à Bercy, du 12 au 17 novembre. Dans ce dernier cas, la province est en avance sur Paris et pas seulement pour une question de date. Elle a le double mérite de l'originalité et du modernisme en organisant des « six jours » féminins avec Jeanie Longo en vedette... américaine. A quand les équipes mixtes ?

J. A.

صكنا من الأجره

Culture



Un projet de fondation chez Daniel Templon

Qui veut la fin, veut les moyens

La maquette d'Isazaki possède aussi un certain mystère, comme les présentations planes que le stand Templon, à la FIAC, présente avec une fierté de propriétaire installé. Une splendide maquette en bois, dont on peut soulever le couvercle pour en comprendre l'organisation. Mais, se demandera le professionnel, sur quel programme, sur quelle réalité concrète le noble Nippon a-t-il pu élaborer ses plans ? Et, complé-

mentairement, il s'interrogera : l'architecte est-elle là pour répondre à des besoins concrets ou pour faire exister ces besoins, pour elle-même susciter ses raisons d'exister ?

Car le projet Templon, si beau, si fier soit-il, si noblement établi sur une réputation dynamique d'expert, sur une incontestable compétence en termes de marché contemporain, ressemble comme deux gouttes d'eau à une souscription, à un appel à la générosité publique et privée en vue de réaliser le beau rêve d'un marchand... Idée moyennement neuve, puisque la Fondation Maeght en est le premier illustre avatar, si l'on pense à l'art contemporain, et qu'il n'est guère d'institution publique en matière d'art ancien qui ne soit largement fondée sur la générosité singulière ou plurielle du privé.

A l'américaine ?

Parce que Templon a malgré tout des idées, parce qu'il est tenace, parce qu'il sait manifestement ce qu'est l'architecture, on serait tenté de soutenir son ambition sans réserve. Mais il y va tout de même un peu fort dans l'ambiguïté, et ce n'est pas parce que le concept de mécénat est utilisé que, au contraire de ce qui se passait voici dix ans, on doit fermer les yeux et jouer à l'imbécile.

Comme Cartier, qui, soit dit en passant, met aujourd'hui aux enchères les œuvres de son exposition sur « Les années 60 », Templon parle de « fondation », terme qui n'a juridiquement aucune réalité s'il ne s'agit pas d'un organisme reconnu

d'utilité publique (il y en a à quelques trois cents en France), ou d'une « fondation » sans personnalité morale, système complexe qui paraît inapplicable à ce qui nous occupe ici. La plupart des fondations sont donc en réalité des associations qui adoptent cette dénomination non protégée soit pour se donner une image chic, soit pour suggérer un idéal de sagesse, de prééminence et, bien entendu, d'incompréhensible honnêteté.

En termes pratiques, il existe cependant des règles, car une fondation doit avoir dès le départ des moyens suffisants et indépendants pour vivre ensuite sur les seuls intérêts de ses sources de revenus. Faute de quoi, la mise initiale va fondre lentement... Et l'État peut se trouver contraint de prendre la relève.

Daniel Templon, qui a déjà le terrain, offert par le département, dit avoir réuni le tiers du financement nécessaire à la construction du bâtiment Isazaki (dépense qu'il faut chiffrer au moins à plusieurs dizaines de millions de francs). Restent deux tiers à trouver. Daniel Templon pense obtenir l'essentiel des œuvres grâce aux dons évidemment spontanés des artistes. Sur ce plan, il est probable qu'on peut lui faire confiance tant sa présence et sa réputation sur le marché international sont fortes. Mais où seront trouvées les sommes nécessaires au fonctionnement de cette belle machine ? Et quelles seront les frontières entre son commerce et « sa » fondation ? Le système législatif fiscal de la France, enfin, est-il tout à fait adapté à la réalisation d'un projet d'œuvre singulièrement américaine ?

Américaine ? Si Templon veut jouer la culture sur ce terrain-là, c'est-à-dire faire intervenir à fond le mécénat, les relations publiques et toutes les techniques du *fund raising*, il faudra qu'il réponde beaucoup plus clairement à toutes ces questions. Ce ne sont pas les dessins qui manquent sur le stand Templon, c'est la clarté du projet et la présence des chiffres.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Communication

Mécontents de TDF

Europe 1 émet sur Paris et trois autres villes par ses propres moyens

Europe 1 n'a guère de chance. Autorisée, par un arrêté ministériel signé au mois de mars par MM. Georges Fillioed et Louis Mexandeau, à diffuser son programme, et contrainte d'utiliser à cette fin les services de Télédiffusion de France, la station était jusqu'à présent reçue dans Paris et sa région dans des conditions désastreuses. Motif : le brouillage persistant d'une station pirate - Radio Bocal - installée et tolérée depuis quatre ans sur la même fréquence que celle désormais attribuée à Europe 1 : le 104,7 MHz. Une situation intolérable pour la radio du groupe Hachette qui, furieuse de l'impuissance de TDF à résoudre son problème, a décidé d'émettre par ses propres moyens.

Trop, c'est trop ! Six mois de présence sur la bande FM parisienne : six mois de brouillage, de querelle, de gâchis. Un an qu'elle cajole les annonceurs en leur promettant un débarquement en fanfare sur la FM : six mois qu'ils s'étonnent et se plaignent qu'Europe, dans les sixième, septième, huitième, neuvième arrondissements est inaudible, écrasée, balayée. Responsable : Radio Bocal, une petite radio au format « chanson française » dirigée depuis 1982 par le chanteur Daniel Guichard, qui, faute d'autorisation, a « squatté » très tôt cette fréquence située dans une zone théoriquement réservée à l'armée. Une radio à bout de souffle et dépourvue de moyens, dont Goliath-Europe 1 ne ferait, pensait-on, qu'une bouchée...

C'était compter sans l'opiniâtreté de Guichard, la paralysie de TDF, l'indifférence du ministère de la culture et de la communication. Le premier, en effet, a commencé par refuser l'idée de démanteler d'une fréquence qu'il considérait comme la sienne et sur laquelle il estimait avoir des droits. Un refus d'abord obtenu puis apparemment négociable. Le chanteur aurait fait savoir qu'un changement de lieu était, après tout, envisageable, à condition

qu'Europe 1 aide Bocal à trouver une fréquence, s'occupe de la nouvelle installation, lui procure une assistance technique, fasse connaître, par une campagne de publicité dans la presse du groupe Hachette-Filipacchi, le changement de fréquence et... fasse un don à l'association des « Gaulois français » lancée par Guichard.

« Chantage »

« Chantage », ont crié quelques-uns à Europe 1, tandis que d'autres, plutôt bienveillants à l'adresse du chanteur, ont cherché des solutions. En attendant sur la même fréquence, les deux radios continuent pendant ce temps à se brouiller mutuellement. Europe s'est donc tournée vers TDF, chargée par contrat... de lui garantir de bonnes conditions d'émission. L'établissement s'est déclaré impuissant. Il n'était pas question d'accroître la puissance de la radio, déjà supérieure à celle accordée par TDF aux radios locales; il n'était pas question non plus de faire la police sur la FM et de porter plainte contre Radio Bocal. « La bande 104-108 n'est pas de notre ressort », déclare un responsable, tandis qu'un autre avoue : « TDF restitue le bras exécutif du pouvoir... Et le ministre ne souhaite pas provoquer de remous avant l'installation de la CNCL ». Evidemment.

Lassée de cette paralysie, Europe 1 a donc décidé de faire le pas que toutes les grosses radios pri-

vées parisiennes ont fait depuis longtemps, et de s'occuper elle-même de sa diffusion. Un émetteur de 5 kilowatts a été installé au siège de la station, rue François-I^{er}, avec un pylône de 20 mètres et huit antennes. Une installation provisoire diffusant un message légèrement décalé sur la bande (sur 104,8 MHz) et permettant à la radio d'être bien entendue dans le centre de la capitale. D'ici un mois, une installation beaucoup plus importante autorisera la radio à se passer définitivement de TDF.

Loin d'être mineur, l'incident pourrait se révéler d'une gravité extrême pour TDF : à la fois pour son image et pour ses finances, car la diffusion en FM des trois radios périphériques devait lui assurer de très fortes recettes. Pour diverses raisons, Europe 1 a déjà renoncé aux prestations de TDF à Brest (où elle a conclu un accord avec la radio du Télégramme de Brest), à Nantes (où elle s'est arrangée avec Hit-FM), à Bordeaux où TDF craignait d'interférer sur des fréquences espagnoles.

Tentés dans plusieurs villes de reprendre également leur autonomie, RTL et RMC pourraient un jour prochain décider elles aussi de faire le saut. « L'établissement devrait avoir une attitude plus commerciale, commente-t-on simplement au ministère de la culture et de la communication. TDF aurait pourtant intérêt à faire bien attention... »

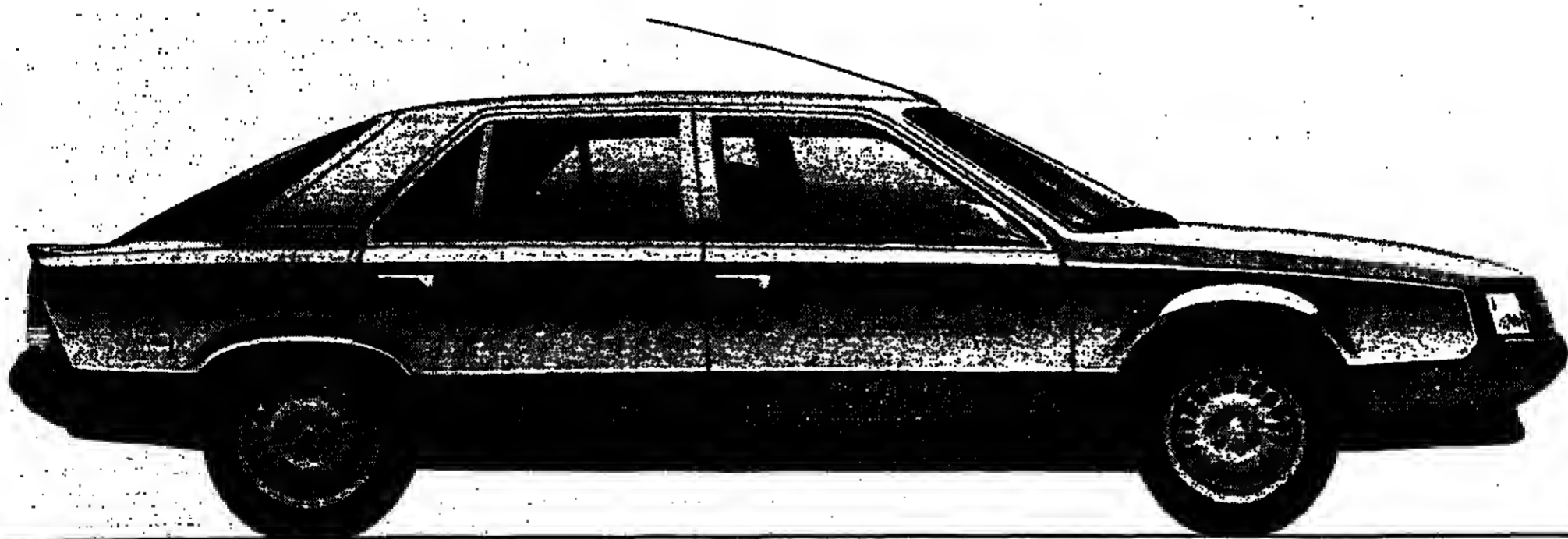
ANNICK COJEAN

Le gouvernement lance l'appel d'offres pour l'évaluation de TF 1

Le gouvernement a lancé le 30 octobre un appel d'offres pour le choix d'une ou de deux banques chargées de l'évaluation du prix de TF 1. Celui-ci concerne la totalité de la procédure de privatisation, indique un communiqué du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, en précisant que les travaux auront pour objet de permettre une double évaluation de la chaîne par la Commission de privatisation : - la première permettra de fixer le prix de cession de 50 % du capital à un groupe d'opérateurs choisis par

la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) ; - la seconde définira ensuite le prix de cession des 10 % du capital proposés aux salariés, et celui des 40 % restant qui seront mis sur le marché. La date limite de remise des offres a été fixée au 10 novembre. La mission de la ou des banques choisies pourra débuter lorsque les premières conclusions de l'audit en cours auront été remises au gouvernement.

Série limitée pour succès illimité.



La Renault 25 GTX ABS série limitée porte la sécurité active à un niveau exceptionnel, le confort y est total, l'harmonie règne sur le voyage. La Renault 25 GTX ABS série limitée se distingue par un équipement remarquable :

Garantie anti-rugosité 5 ans sur tous les modèles de tourisme millésime 87. Modèle présenté : Renault 25 GTX ABS série limitée, 1500 exemplaires, prix clés en main au 10.09.86 : 136.500F, Millésime 87, DIAC votre financement.

Système ABS d'antiblocage de roues avec 4 freins à disques.

Peinture métallisée vernie, coloris "Havane".

Roues spécifiques en alliage léger.

Deux rétroviseurs extérieurs, à commande intérieure, ton carrosserie.

Radio Renault 4x20W avec 6 haut-parleurs.

Volant cuir.

RENAULT partenaire elf

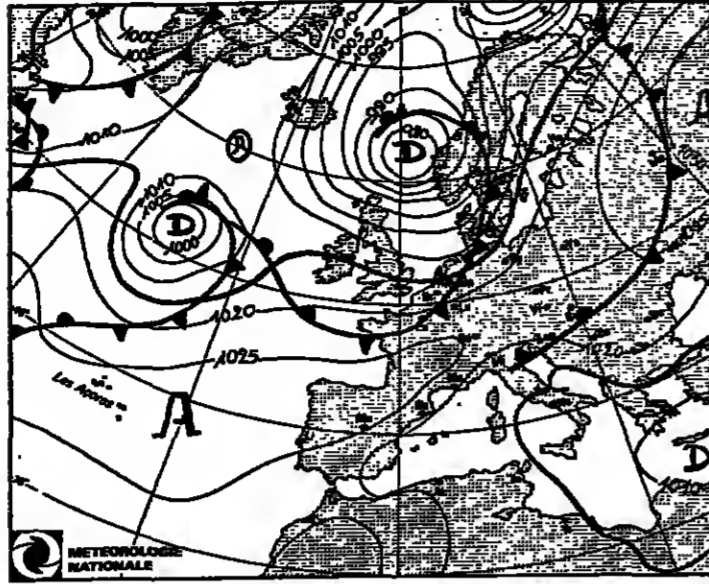
Renault 25 GTX ABS Série limitée.



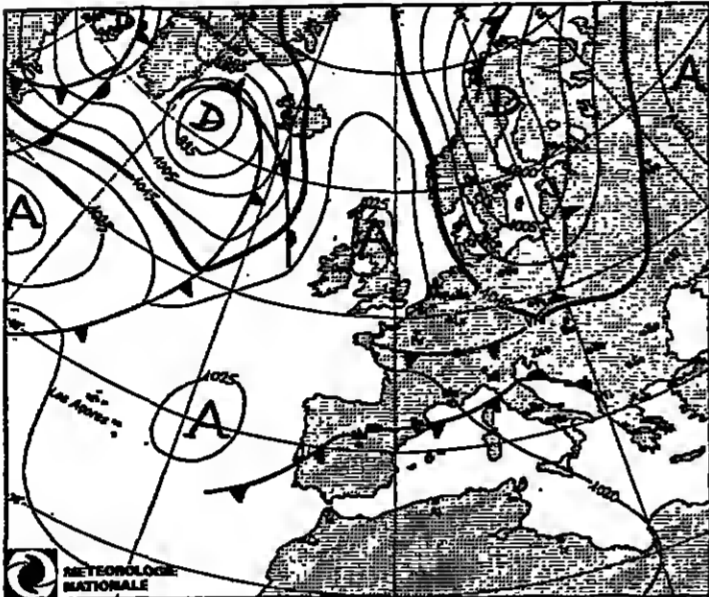
RENAULT DES VOITURES A VIVRE

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1^{er} NOVEMBRE 1986 A 0 HEURE TU

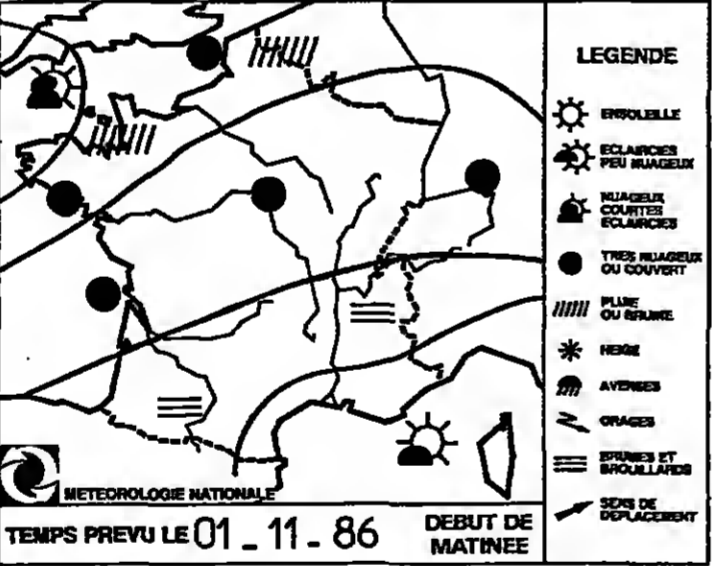


PRÉVISIONS POUR LE 3 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 31 octobre 6 heures et le samedi 1^{er} novembre à 24 heures.

Après le passage d'une perturbation d'activité restreinte, une dorsale se développera sur le proche Atlantique puis l'Europe occidentale. Samedi, le matin, le ciel sera encore peu nuageux sur l'ensemble du territoire méditerranéen et la Corse. Du sud de l'Aquitaine au nord du Massif Central, à la vallée du Rhône et aux Alpes, les brouillards seront fréquents. Le reste du pays connaîtra un temps couvert accompagné, de la Bretagne à la Normandie et au nord de la Seine, de pluies faibles à modérées. Au cours de la journée, ce temps perturbé se décalera lentement vers le Sud-Est. En soirée, seul le ciel de Corse restera peu nuageux. C'est du pourtour méditerranéen et du sud des Alpes sera nuageux. Des éclaircies viendront sur la Picardie. Ailleurs, le ciel sera très nuageux à couvert avec des pluies locales.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé		le 30-10 à 6 h TU et le 31-10-1986 à 6 h TU	
FRANCE			
ALGER	21 9 D	TOURS	14 8 P
BOULOGNE	14 6 C	TOULOUSE	11 1 D
BRETAGNE	14 6 C	LYON	11 1 D
BRETAGNE	13 3 C	MARSEILLE	19 4 D
CAEN	15 10 P	MONTPELLIER	18 4 D
CLERMONT-FERRAND	13 9 C	NANTES	29 14 D
DIJON	11 -2 B	PARIS	12 8 P
GRENOBLE	13 10 D	REIMS	12 8 P
LILLE	13 10 P	STRASBOURG	12 8 P
LYON	10 -1 B	TOULON	18 14 D
MARSEILLE	17 5 D	VALENCIENNES	12 8 P
NANTES	8 0 P	VERSAILLES	12 8 P
NICE	15 10 P	LYONS	14 6 C
PARIS	21 12 D		
REIMS	14 10 B		
STRASBOURG	12 2 D		
TOULOUSE	17 11 D		
VALENCIENNES	15 11 P		
VERSAILLES	9 -2 B		
LYONS	7 2 B		

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Timbres polaires

Les timbres du Territoire des terres australes et antarctiques françaises (TAAF) émis en 1987 seront vendus aux guichets et par correspondance probablement le 1^{er} janvier 1987. En effet, cette vente est tributaire des escalades des navires de relève dans ces régions. Cette vente s'effectuera par séries indivisibles regroupant dix valeurs.

0,50 F Ophure (Etoile de mer), dessin et gravure : J. Combet ; 1,80 F Psa Cookii (Flore), dessin et gravure : G. Betemps ; 2 F Base Marret, dessin et gravure : C. Haley ; 2,20 F Amiral Mouchez (Portrait), dessin et gravure : P. Bequet ; 2,50 F Renne de Kerguelen, dessin et gravure : J. Combet ; 6,50 F Neotropogon (Flore), dessin et gravure : G. Betemps ; 14,60 F J.-B. Charcot (Bateau), dessin et gravure : C. Haley ; 16,80 F Forage profond (Oceanic Drilling Project), dessin et gravure : J. Gauthier.

3,20 F Aviso Eure, dessin et gravure : Marco C. Haley ; 4,80 F Mancho Macaroni, dessin et gravure : G. Betemps ; 14,60 F J.B. CHARCOT

Enfin, l'Agence met en vente une gravure originale, signée de Jacques Combet, qui a pour thème le renne. Le timbre à 2,50 F sera apposé et oblitéré dans le district de Kerguelen. De format 1/4 rainé, elle sera tirée à 500 exemplaires numérotés (prix : 150 F).

ATPOM, 85, avenue La Bourdonnais, 75007 Paris, tél. : (1) 47-05-47-52.

En filigrane : La Monde des philatélistes de novembre vient de paraître. Au sommaire de ce numéro, un « Spécial Suisse » à l'occasion du quarantième Salon philatélique d'automne organisé par la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP), à la Défense, du 8 au 11 novembre. A noter plus particulièrement la visite guidée du Musée des PTT de Berne, une thématique sur Henri Daurat, fondateur de la Croix-Rouge, et une étude sur l'« Halvite assise », timbre émis de 1864 à 1862.

Des maquettes de timbres-mises en concours ? De nouvelles machines à l'imprimerie des timbres-poste de Pérougoux ? Après deux ans passés à la tête de la direction générale de la Poste, M. Marcel Roulet se livre au Monde des philatélistes au cours d'un entretien très libre.

Le Monde des philatélistes, 112 pages, prix de vente 13 F en

Journal Officiel : Sont publiés au Journal officiel du vendredi 31 octobre 1986 : DES ARRÊTÉS

Du 17 octobre 1986 relatif aux conditions d'utilisation des sommes recueillies au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, en application de l'article R.213-19 du code de la construction et de l'habitation.

De 24 octobre 1986 portant délivrance du diplôme de gestion comptable pour la session 1985.

ÉCHECS : M. Tchikvaïdzé nouveau président de la Fédération soviétique

Réuni en séance plénière, le samedi 25 octobre à Moscou, la Fédération soviétique d'échecs a porté à sa présidence M. Alexandre Tchikvaïdzé, historien, ambassadeur plénipotentiaire et extradiplomate. Il remplace M. Victor Sevastianov, l'ancien commissaire qui dirigeait la Fédération depuis près de dix ans et qui en sera maintenant le président d'honneur.

Avant le match revanche du Championnat du monde qu'il a remporté il y a moins d'un mois, le samedi 11 septembre, Garry Kasparov, avait déclaré que les dirigeants de la Fédération soviétique « falsifiaient partie de la famille » de Karpov et qu'ils ne cherchaient qu'à « se cramponner au pouvoir ».

Décès

M. et M^{me} Alexandre Zermingion et Philippe Etienne, M. et M^{me} Roger Zermingion et Marie-Claire, M^{me} Sophie Nakroussidis, M. et M^{me} Nicolas et Vincent ont la douleur de faire part du décès de M^{me} veuve Kallipe ZERMIZOGLOU, leur mère, grand-mère, tante et tante, survenue le 29 octobre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 3 novembre, à 10 h 30, en l'église orthodoxe grecque, 3 bis, rue Lafontaine, à Paris-9.

L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière de Bagneux, à 11 h 45.

Remerciements : M^{me} Crozet et sa famille dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous les témoignages de sympathie reçus à l'occasion du décès de M. André CROUZET, exprimant à tous leurs amis leur reconnaissance.

M^{me} Jean PASQUET, profondément touchée des marques de sympathie que vous lui avez témoignées lors du décès de Jean, vous exprime tous ses sincères remerciements.

Anniversaires : Il y a un an, Yvonne HAGNAUER, fondatrice de la Maison d'enfants de Sèvres, nous quitte.

Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont aimée, crueuse et estimée, pensée à laquelle nous vous remercions d'associer Roger HAGNAUER, son époux, disparu en janvier 1986.

Il y a un an, le 1^{er} novembre 1985, disparait Yvonne HAGNAUER « Coiffard », fondatrice de la Maison d'enfants de Sèvres, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, titulaire de la médaille des Jeunes d'Istanbul.

Que toutes les associations, les anciens et amis se souviennent.

Il y a un an, le 2 novembre 1985, disparaît Max PINCHINAT, le poète.

Je continue, Max.

Communications diverses : L'Annuaire des anciens députés juifs de France organise une cérémonie de souvenir le dimanche 2 novembre 1986. Le rassemblement aura lieu à 10 h 30, devant le Mémorial de la déportation du camp de Drancy. Cette manifestation est organisée par le Mémorial et le 40^e anniversaire du verdict du tribunal de Nuremberg, sanctionnant les principaux criminels de guerre nazis.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 59 F
Abonnés 50 F
Communicat. diverses 65 F
Renseignements : 42-47-95-83

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps.
La météo sur Minitel.
Météo régionale, météo marine, prévisions complètes.
Le Monde sur Minitel
36.15 tapés : LEMONDE
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER

ON NE PEUT RIEN CONTRE LE TEMPS ON PEUT BEAUCOUP CONTRE LA GRIPPE
VACCIN MUTAGRIP
PASTEUR VACCINS

سكينة الحارثي

صكنا من ليل

*l'Usine Nouvelle Formule a rendu
à mes ingénieurs leur éclat
et leur fraîcheur d'origine.*



**l'Usine Nouvelle, le Newsmagazine
industriel français, jeudi
chez votre marchand de journaux.**

se
vie.

Marchés financiers

La baisse du taux d'escompte japonais

Une nouvelle donne pour les marchés monétaires

- Dans l'état de surliquidité du marché japonais, la nouvelle baisse du taux de l'escompte constitue tout au plus un signal d'encouragement aux chefs d'entreprise et un gage de bonne volonté à l'égard des Etats-Unis. » Cette réaction d'un banquier japonais résume à elle seule le sentiment qui prévaut à Tokyo à l'annonce de la baisse de 0,5 point, qui ramène à 3 % le taux de l'escompte.

De Paris général, elle n'aura qu'un effet très limité sur une économie qui digère pourtant difficilement la flambée de 55 % en un an du yen à l'égard du dollar. Mais elle offrira, à l'issue d'une semaine qui a vu le billet vert se raffermir, une nouvelle marge de manœuvre à la réserve fédérale américaine pour réduire son propre taux d'escompte sans crainte de chute du dollar, si le besoin s'en fait sentir.

Cette « pensée américaine » à la veille d'un scrutin difficile pour le président Ronald Reagan a été soigneusement calculée. Elle permet d'aller - dans le sens d'une stabilisation de la parité dollar-yen sans courir le risque de dévaluer le yen - comme le soulignait récemment M. Shirojo Ogata, vice-gouverneur de la Banque du Japon...

« Dans l'état de surliquidité du marché japonais, la nouvelle baisse du taux de l'escompte constitue tout au plus un signal d'encouragement aux chefs d'entreprise et un gage de bonne volonté à l'égard des Etats-Unis. » Cette réaction d'un banquier japonais résume à elle seule le sentiment qui prévaut à Tokyo à l'annonce de la baisse de 0,5 point...

Sur un plan international - ce qui, au Japon, se traduit largement aux relations avec les Etats-Unis - la décision de la Banque du Japon comporte de solides avantages. Annonce le jour même où le ministre des finances, annonçait de nouveaux records « historiques » de la balance commerciale - 9,8 milliards de dollars en septembre - et de la balance des comptes courants - 9,11 milliards, - la perspective d'un renforcement des flux de capi-

Léger recul du déficit commercial aux Etats-Unis

Le déficit commercial américain est revenu à 12,6 milliards de dollars en septembre contre 13,3 milliards en août, et un record de 18 milliards en juillet, annonce le département du commerce. Ce déficit, le plus faible depuis cinq mois, constitue un signe encourageant, même si en rythme annuel le solde négatif du commerce extérieur reste impressionnant (170,5 milliards de dollars contre 143,5 milliards en 1985).

FRANÇOISE CROUGNEAU

L'affaire des Presses de la Cité

La COB émet des réserves sur la filiale France-Loisirs

L'affaire des Presses de la Cité, que l'on pensait achevée avec la victoire remportée par le financier franco-britannique James Goldsmith (le Monde du 29 octobre), se complique. La Commission des opérations de Bourse (COB) vient, en effet, d'émettre les plus expresses réserves sur la promesse faite à la Générale occidentale (groupe Goldsmith) par les dirigeants actuels et anciens des Presses de la Cité, MM. Claude Nielsen, PDG, Bernard Fallois, directeur général, et Armand de Caro, ancien administrateur, de lui vendre leurs participations personnelles de 0,15 %, qu'ils détiennent conjointement dans la filiale France-Loisirs...

« L'affaire des Presses de la Cité, que l'on pensait achevée avec la victoire remportée par le financier franco-britannique James Goldsmith (le Monde du 29 octobre), se complique. La Commission des opérations de Bourse (COB) vient, en effet, d'émettre les plus expresses réserves sur la promesse faite à la Générale occidentale (groupe Goldsmith) par les dirigeants actuels et anciens des Presses de la Cité... »

« L'affaire des Presses de la Cité, que l'on pensait achevée avec la victoire remportée par le financier franco-britannique James Goldsmith (le Monde du 29 octobre), se complique. La Commission des opérations de Bourse (COB) vient, en effet, d'émettre les plus expresses réserves sur la promesse faite à la Générale occidentale (groupe Goldsmith) par les dirigeants actuels et anciens des Presses de la Cité... »

PARIS, 30 octobre

Sensible raffermissement

Timidement amorcés quelques heures auparavant, le mouvement de reprise s'est amplifié jeudi rue Vivienne. Dans la matinée déjà, le marché avait manifesté de bonnes dispositions (+ 1,49 %). Il devait ensuite maintenir son allure en l'après-midi.

Autour de la corbeille, les commentaires allaient bon train sur le rumeur d'une possible baisse du taux d'escompte japonais qui serait annoncée vendredi matin.

Le mouvement s'accompagnait d'abord sur le marché obligataire, et surtout sur le MATIF. Le contrat à échéance juin 1987 se traitait à 108,95, en hausse de 1,20 %.

Sur le marché des valeurs, les professionnels estimaient cependant que la reprise était trop rapide, émettant ainsi quelques réserves sur sa solidité.

Parmi les plus fortes hausses, on notait Crédit, BNP, Equipement, SAT, SCREG et Fives-Lille. Au repli figuraient Radiotechnique, Demet, Spia, Rafinopolis, Roussel-Uclaf et l'emprunt 4,6 % 1973 (- 2,5 %).

Lingot : 96 150 F (- 500 F). Napoléon : 522 F (inchangé).

NEW-YORK, 31 octobre

En net progrès

Wall Street a connu le 30 octobre, une séance de forte hausse, dans un marché très actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé à 1 978,26, en hausse de 26,43 points.

Autour du Big Board, les opérations ont réagi favorablement à l'annonce d'une diminution du déficit de la balance commerciale américaine pour septembre.

Le marché a, de surcroît, anticipé l'annonce imminente par le Japon d'une baisse du taux d'escompte japonais.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Amoco (+ 2 3/8 à 63 1/8), International Paper (+ 2 1/4 à 71 3/4) et Chevron (+ 2 1/2 à 43 3/4).

Quant au langage du chahk Yamano, ministre japonais du pétrole, il a provoqué un raffermissement des valeurs pétrolières.

Table with columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour. Rows include various stock indices and company shares.

Parallèlement à la hausse des valeurs américaines, les investisseurs européens ont réagi favorablement à l'annonce d'une baisse du taux d'escompte japonais.

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,74 F ±

Dopé par la baisse du taux d'escompte japonais à 3 %, le dollar est remonté en flèche sur toutes les places financières internationales.

Table with columns: FRANCFORT, Dole (en DM), TOKYO, Dollar (en yen), MARCHÉ MONÉTAIRE. Rows show exchange rates and interest rates.

INDICES BORSIERS

PARIS

Indice général : 3 784,32

Les valeurs étrangères ont continué leur progression. L'indice général s'élève à 3 784,32.

Table with columns: Indiciel général, Industrielles, Mines d'or, Fonds d'Etat. Rows show various market indices.

NEW-YORK

Indice général : 1 978,26

Les valeurs américaines ont continué leur progression.

Table with columns: Industrielles, Mines d'or, Fonds d'Etat. Rows show various market indices.

LONDRES

Indice général : 1 757,47

Les valeurs européennes ont continué leur progression.

Table with columns: Industrielles, Mines d'or, Fonds d'Etat. Rows show various market indices.

TOKYO

Indice général : 1 757,47

Les valeurs japonaises ont continué leur progression.

Table with columns: Industrielles, Mines d'or, Fonds d'Etat. Rows show various market indices.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 octobre

Nombre de contrats : 20 437

Échéances

Table with columns: Cours, Nov. 86, Déc. 86, Mars 87, Juin 87. Rows show MATIF contract prices.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA FIRME AMÉRICAINE STANPOOR REVOIT LE « RATING » DE PARIS

La firme américaine Stanpoor a révisé son « rating » de Paris, qui était auparavant triple A+, à triple A.

La firme américaine Stanpoor a révisé son « rating » de Paris, qui était auparavant triple A+, à triple A.

La firme américaine Stanpoor a révisé son « rating » de Paris, qui était auparavant triple A+, à triple A.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,30 % - 1978

Les intérêts courus du 6 novembre 1985 au 5 novembre 1986 seront payables à partir du 6 novembre 1986 à raison de 183,40 F par titre de 2 000 F nominal.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 30,88 F segmenté de 1 % des intérêts bruts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions).

Il est rappelé : - d'une part, que les intérêts annuels des titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ; - d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT.

Enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 132 945 à 142 236, 215 715 à 225 963 et 295 439 à 308 763, sont respectivement remboursables depuis le 6 novembre 1983, le 6 novembre 1984 et le 6 novembre 1985.

RÉSULTATS SEMESTRIELS

Les comptes arrêtés à fin juin 1986 traduisent, pour la société mère, les conditions d'exploitation difficiles, que nous avions déjà annoncées.

Dans l'environnement défavorable de l'ensemble des marchés monétaires, les matières premières, la baisse des cotations, jointe à celle du dollar, a eu un effet très négatif sur les ventes à l'exportation et les marges à l'importation.

Sur le marché français, l'accroissement de la concurrence a entraîné une baisse des prix de vente, avec un effet négatif sur les marges.

La deuxième partie de l'année paraît, actuellement, devoir être satisfaisante.

GRANDES MOULINERIES DE PARIS

meilleure que la première, bien que la société ait subi un manque à gagner important en raison du changement de campagne réalisé, du fait de la décision des autorités de Bruxelles de ne pas accorder l'habituelle indemnité de fin de campagne.

Les comptes consolidés de groupe 1986 se présentent de la baisse des résultats de la société mère que n'a pas pu compenser entièrement la bonne tenue des activités alimentaires du bétail et produits surgelés.

En millions de francs : 30 juin 85 : 2 085 678 ; 30 juin 86 : 2 066 266

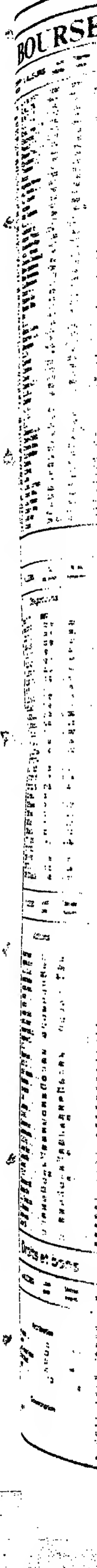
Produits d'exploitation consolidés Résultats groupe avant impôts

Advertisement for Cables de Lyon. Features the logo and text: 'les câbles de Lyon', 'RÉSULTAT NET EN PROGRÈS SENSIBLE'. Text describes the company's performance in 1986.

Advertisement for USINOR. Text: 'USINOR', 'L'assemblée générale extraordinaire, qui doit se prononcer sur les opérations de restructuration du capital, se déroulera le mardi 4 novembre 1986 à 9 h 30, non pas à la Tour générale à Paris-La Défense...'.

Advertisement for M. François Missoffe. Text: 'ÉTRANGER', 'La mission de M. François Missoffe', 'Dix propositions pour améliorer la présence française en Asie du Sud-Est'. Text discusses trade relations and investment opportunities.

Advertisement for Le Monde Publicité Financière. Text: 'Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE', 'Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330'.



سكنا من الاموال

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

30 OCTOBRE Cours relevés à 17 h 45

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and various indices. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant'.

Comptant (selection)

Second marché (selection)

Table of 'Comptant' (spot) transactions, listing various securities and their current prices.

Table of 'Second marché' (second market) transactions, listing various securities and their current prices.

SICAV (selection) 30/10

Table of SICAV (investment funds) performance and prices for the month of October.

Table of 'Droits et bons' (rights and warrants) and 'Cote des changes' (exchange rates), including 'Marché libre de l'or'.

Table of 'Attribution' (subscriptions) and 'Souscription' (subscriptions) for various financial instruments.

